



Revue de presse d'août 2024

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Références : Accord de Paris, Afrexim Bank, Africa CDC, African Union Commission, AFD, BAJN, Banque mondiale, BCEAO, BOAD, Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer sur la Conservation et l'Utilisation Durable de la Diversité Biologique Marine des Zones situées Au-delà de la Juridiction Nationale, CDP, CEA-ONU, CEDEAO, CMB, Convention de Nairobi, COP 11, COP 15, COP 27, EAC, ECOSOC, FAO, Grande muraille verte, GIZ, IMF, IOM, ISO, PNUE, UEMOA, UNCTAD, UNDP, UNEA-5, UNECA, UNEP, UNFCCC, Union Africaine, WACA, WASH, WHO, World Bank.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Comment combattre la désertification en Afrique ; Radio Parakou (ORTB), août 2024.	5
Sarah Natoolo (Ouganda); Orange Farming Thurs; UBC Radio, August 1, 2024.....	6
Hippolyte Agossou et Hector Nammangue (Togo) ; Environnement : Cris de l'érosion côtière en Afrique de l'ouest ; Vert Togo, 1^{er} août 2024.	7
Jenifer Gilla (Tanzania) ; EAC WASH project concluded successful ; Habitat media, August 2, 2024.....	22
Hector Nammangue (Togo) ; Le Togo en tête de lutte climatique grâce à une obligation hybride de 100 millions d'euros de la BOAD ; Vert Togo, 3 août 2024.	25
Alain Muhirwe (Burundi) ; célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi ; Radio Kazoza FM, 3 août 2024.	27
Halili Letea (Tanzania) ; The silent health crisis in Dar es Salaam's food markets and the resulting revenue losses ; Habitat media, August 4, 2024.....	28
Victor Moturi (Kenya) ; Turning Fish Waste into Wealth: Kisumu's Eco-Friendly Innovation Sparks Jobs and Sustainability ; Radio France International – Kiswahili Service Nairobi ; August 5, 2024.....	38
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Soil fertility ; Radio UBC, August 5, 2024.	39
Hector Nammangue (Togo) ; Gestion durable de l'eau : l'appel du ministre Katari FOLI BAZI lors de la 93e réunion du conseil stratégique et technologique ; Vert Togo, 9 août 2024.	40
Hector Nammangue (Togo) ; Énergie en Afrique de l'Ouest : Entretien avec M. Oumar TEMBELY, Directeur du Département Énergie et Ressources Naturelles de la BOAD ; Togo Vert, 12 août 2024.....	42
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi : Madagascar pionnier de mesures efficaces de protection des zones marines ; 14 août 2024.	44
Jenifer Gilla (Tanzania) ; NEMC to Empower Local Communities with Education on Plastic Packaging Hazards ; Habitat média, August 14, 2024.	48
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les femmes d'Apouh à Ngog en guerre contre la Socapalm ; Environnementales, 14 août 2024.	51

Hector Nammangue (Togo) ; Près de 500 millions d'enfants vivent deux fois plus de journées de chaleur extrême que leurs grands-parents, selon l'UNICEF ; Vert Togo, 14 août 2024.	53
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Émission de GES: L'inaction peut faire passer Madagascar du statut de puits à émetteur, d'ici 2030 ; Bleen Media, 14 août 2024.	57
Checky Abuje (Kenya); Transparency and fair trade practices are key for africa energy transition ; Africa Science News, August 15, 2024.....	59
Agnes Oloo (Kenya) ; Raila to address Pan-African green climate financing conference in Nairobi ; Citizen Digital, August 21, 2024.	62
Halili Letea (Tanzania) ; New PPE Initiative Launched in Kenya to Safeguard Farmers from Pesticide Exposure ; Habitat Media, August 21, 2024.....	64
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi: La Tanzanie élue nouveau Président ; Bleen Media, 22 août 2024.	68
Agnes Oloo (Kenya) ; Raila criticizes 'ineffectiveness' of global climate negotiations ; Citizen Digital, August 22, 2024.	70
Boris Ngounou (Cameroun) ; La CEA renforce l'Égypte pour une gestion durable de la dette ; Environnementales, 22 août 2024.....	72
Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP 11 à la Convention de Nairobi : Vers une économie bleue régionale durable et inclusive ; Bleen Media, 22 août 2024.....	74
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Society for AIDS in Africa Calls for Urgent Free Access to Monkeypox vaccine for High Risk African Countries ; Pan African Visions, August 23, 2024.....	77
Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; La crise énergétique au Niger : la solution entre les mains des décideurs ; Le Sahélien, 24 août 2024.....	79
Boris Ngounou (Cameroun) ; Le Burkina Faso intègre la Budgétisation sensible au dividende démographique dans son budget 2025 ; Environnementales, 24 août 2024.....	85
Wallace Mawire (Zimbabwe); Cape to Cairo Railway Project to Enhance Connectivity Across Africa; Pan African Visions, August 27, 2024.	88
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Gene Bank ; UBC Radio, August 27 2024.....	90
Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenya Struggles to Achieve Two-Third Gender Principle 14 Years After 2010 Constitution ; Talk Africa, August 27, 2024.	91
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Climate Research in Uganda run on ; UBC Radio, August 28 2024. .	95
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi – COP11 : cinq points clés à savoir ; Bleen media, 28 août 2024.	96
Checky Abuje (Kenya); Accelerate adaptation and resilience, LDCs urged ; Africa Science News, August 28, 2024.....	102
Mwamachi Lina (Kenya) ; Is it Possible to Protect Nature and Human Rights for Sustainable Harmony in the Long-Term? Ecoconscious, August 29, 2024.	105

Jenifer Gilla (Tanzania) ; New Campaign Aimed at Restoring Mount Kilimanjaro's Snow Launched ; Habitat media, August 30, 2024.....	110
Hector Nammangue (togo) ; Renforcer la gouvernance climatique au Togo ; Vert Togo, 31août 2024.....	112



Ernest Agbota (Bénin) ; Comment combattre la désertification en Afrique ; Radio Parakou (ORTB), août 2024.

Tag : COP 15, Grande muraille verte, Union Africaine.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/angelique-dehoue/comment-combattre-la-desertification-en-afrique?si=ef4f2e4012b94a908b11d0a64c1deca6&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing

L'émission de Ernest AGBOTA sur Radio Parakou, consacrée à la lutte contre la désertification en Afrique, a accueilli l'écologiste engagé Marc Ona Essangui de l'ONG Brainforest du Gabon lors de la COP 15 tenue en 2022 à Abidjan. Marc Ona Essangui a abordé plusieurs stratégies cruciales pour combattre la désertification, un fléau qui menace de vastes régions du continent africain dans un contexte de crise climatique. Ernest AGBOTA a ouvert l'émission en soulignant l'importance cruciale de la lutte contre la désertification en Afrique. L'émission a mis en lumière l'urgence de regrouper les efforts à différents niveaux – local, national et international – pour lutter efficacement contre la désertification. Monsieur Essangui a insisté sur le rôle crucial des gouvernements africains et des partenaires internationaux dans le financement et le soutien des initiatives écologiques sur le continent. Il a plaidé pour des politiques de gestion durable des ressources naturelles, impliquant les communautés locales et favorisant leur participation active dans la mise en œuvre des projets écologiques.



Sarah Natoolo (Ouganda); Orange Farming Thurs; UBC Radio, August 1, 2024.

Tag : -.

To listen the report :

https://drive.google.com/file/d/1oKQe_Y0wxglPtSmVil8zd2aijWltkQyd/view

VertTogo

Hippolyte Agossou et Hector Nammangue (Togo) ; Environnement : Cris de l'érosion côtière en Afrique de l'ouest ; Vert Togo, 1^{er} août 2024.

Tag : Banque mondiale, WACA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/le-togo-en-tete-de-lutte-climatique-grace-a-une-obligation/>



A l'aune de la vulnérabilité des communautés face aux défis de l'érosion côtière

L'érosion côtière menace chaque jour un peu plus les communautés locales, ravageant les terres agricoles, les habitations et les infrastructures essentielles. Les résultats des recherches scientifiques indiquent que sans intervention, certaines régions pourraient perdre en moyenne entre 5 et 10 mètres de côte par an, mettant en danger les moyens de subsistance et les infrastructures vitales. Face à cette situation, le projet WACA (West Africa Coastal Areas) a été initié pour aider les pays comme le Bénin et le Togo, où l'impact de l'érosion est perceptible et sévère, à faire face à ce défi majeur. WACA y déploie des actions cruciales pour protéger les côtes et améliorer la résilience des populations vulnérables. Cette enquête

conjointe, financée par la bourse de la Conférence mondiale des journalistes scientifiques francophones, explore les réussites, les défis et les perspectives de cette initiative.

Phénomène alarmant, l'érosion côtière affecte gravement les pays d'Afrique de l'Ouest. Le long de cette bande littorale, des milliers de kilomètres de côtes sont menacés par la montée des eaux, l'érosion et l'augmentation de la fréquence des tempêtes. Ces phénomènes ont des conséquences dévastatrices, entraînant la perte de terres agricoles fertiles, la destruction d'habitations et d'infrastructures essentielles, ainsi que le déplacement de populations entières. Le Bénin et le Togo figurent parmi les pays les plus touchés. Au Bénin, des zones telles que Grand-Popo et Cotonou subissent une érosion rapide, menaçant non seulement les terres, mais aussi les moyens de subsistance de milliers de personnes.

De même, au Togo, des régions côtières comme Aného et Lomé voient leurs plages disparaître, mettant en danger les communautés locales et leur économie. Face à cette situation critique, le projet WACA, lancé par la Banque mondiale en partenariat avec plusieurs gouvernements africains, a pour objectif principal de soutenir les pays d'Afrique de l'Ouest dans leurs efforts pour gérer et atténuer les effets de l'érosion côtière. Il vise à renforcer la résilience des communautés côtières, protéger les infrastructures et promouvoir une gestion durable des zones côtières.

Menace croissante pour les terres, les vies et les moyens de subsistance

Les côtes du Bénin et du Togo figurent parmi les plus vulnérables. « C'est une véritable course contre-la-montre », indique l'océanographe Cossi Georges Degbe, avant d'ajouter que le Bénin perd chaque année environ 30 mètres de son littoral.

Éric Agbla, un pêcheur de 43 ans, n'en revient pas des pertes dues à l'érosion. Né à Avlo, Agbla n'est peut-être pas familier avec l'océanographie ni la climatologie, mais il tient compte de quelques indicateurs propres à lui et de sa mémoire d'éléphant pour illustrer l'avancée de la mer. Par un geste de la main tendue, accompagné de ses propos, il explique : « Notre église était quelque part ici et l'école du village était située par-là », dit-il en montrant la mer du doigt. « Nous avions l'habitude de jouer quelque part ici dans notre enfance », ajoute-t-il en faisant un geste vers une autre zone où les grosses vagues s'élèvent désormais.



Erosion côtière au Bénin (Grand Popo), juin 2024 Image Agossou Hippolyte

Entre 2010 et 2020, plus de 2 500 hectares de terres agricoles ont été submergés ou dégradés, affectant des milliers de personnes et entraînant des déplacements internes importants. Les infrastructures essentielles, telles que des routes, des écoles et des maisons, ont été détruites.

Les impacts de l'érosion côtière sont graves pour les communautés locales. À Agbodrafo, plus de 500 maisons ont été détruites par les vagues en 2018, obligeant les familles à se reloger. Au Bénin, les villages de Togbin et Avlo ont vu leurs écoles et centres de santé détruits, perturbant l'éducation et les services de santé pour des centaines d'enfants et de familles. Les pêcheurs, dont les moyens de subsistance dépendent de la proximité des côtes, voient leur situation devenir de plus en plus précaire face à cette menace croissante.

Sur les rives de la plage de Lomé, le village d'Agbavi, autrefois florissant et situé à 20,3 km de la capitale, est aujourd'hui un terrain de désolation. Togbui Agbavi Koulahanawo Koffi III, chef du village, se tient devant ce qui reste de sa communauté, observant les vagues déferlantes qui

grignotent inexorablement la terre de ses ancêtres. « Nous perdons notre maison, notre terre, notre vie. Chaque marée haute nous rapproche un peu plus de la destruction totale », confie-t-il, la voix tremblante de chagrin et de colère.

L'originnaire d'Agbavi ajoute : « De 2011 à 2013, la montée de la mer a détruit nos maisons, nos champs et aujourd'hui plusieurs personnes du village sont devenues locataires. Nous, qui sommes les propriétaires des terrains, n'avons plus de terrains ni de maisons »

Loin d'être un cas isolé, la commune de Baguida, dont le village de Doèvi Kopé situé à 10 km du centre-ville de Lomé subit également d'une manière exacerbée les ravages de la mer. En effet, sur le plan environnemental, l'érosion côtière a entraîné la disparition d'une grande partie du territoire du village, obligeant 86% de la population à changer de domicile au moins 4 fois sur les 8 dernières années.

Selon une étude de l'ONG Nouvelles Alternatives pour le Développement Durable en Afrique (NADDAF) intitulée « Togo/ Erosion côtière : Les femmes et jeunes filles du village de Doèvi Kopé très fragilisées » publiée en décembre 2020, les prévisions prédisent des hausses importantes du niveau de la mer dans les prochaines décennies.



Erosion côtière au Togo village Doèvi kopé Mai 2024, IMG Hector NAMMANGUE

Lawè, 20 ans, native de Doèvi Kopé, a connu des déménagements incessants qui ont perturbé son éducation scolaire. « Ma vie a été marquée par des déménagements incessants et la perte de nos biens à cause de l’envahissement de la mer. Je suis orpheline de père, et cela n’a pas facilité les choses. Chaque fois que nous étions obligés de quitter notre maison, c’était une perturbation de mes études. La mer avançait inexorablement, emportant avec elle tout ce que nous possédions. J’ai dû me déplacer six fois déjà. Chaque nouveau déménagement signifie laisser derrière nous une partie de notre vie, nos souvenirs, et tout ce que nous avons construit », raconte-t-elle, la gorge nouée.

Progrès du Projet Waca, protection côtière, reforestation et développement communautaire

Face à ce désastre, le projet d’Investissement pour la Résilience des Zones Côtières de l’Afrique de l’Ouest (WACA), financé à hauteur de 594 millions de dollars par la Banque mondiale, a fait renaître l’espoir dans les pays participants. Il vise à évaluer et à réduire les risques et impacts de l’érosion côtière, en collectant des données précises pour mieux cibler les actions nécessaires.

Le projet est mis en œuvre en accord avec les gouvernements à travers diverses initiatives visant à renforcer la résilience des populations riveraines. Sur la côte du Bénin, huit épis, espacés de 300 mètres, ont été érigés pour freiner ce phénomène naturel. Ces épis mesurent 75 mètres de longueur, avec une profondeur moyenne de 1,5 mètre par rapport au niveau moyen de l’océan. Les casiers inter-épis sont suffisamment rechargés en sable pour renforcer la résistance des ouvrages.

Parlant du projet WACA, Esquill Outiclissou, cadre de la Direction générale de l’environnement et du climat du Bénin, déclare : « C’est un grand projet qui protège un segment transfrontalier, et nous attaquons maintenant segment par segment selon le plan d’attaque que le gouvernement a élaboré. Les segments qui sont encore vulnérables sont étudiés et seront traités au moment opportun. »

Sur environ deux kilomètres, sept nouveaux épis ont été alignés les uns après les autres. Construits par l’entreprise Boskalis International BV, grâce au financement du gouvernement togolais et de la Banque mondiale, ces ouvrages de protection sont séparés par des casiers de

trois cent cinquante mètres, rechargés en sable prélevé dans la mer à une dizaine de kilomètres des côtes.



Vue d'ensemble des épis sur la côte togolaise IMG WACA TOGO

« Ces 7 nouveaux épis sont des épis courts de longueur variable entre 65 et 75 mètres, qui ont été préférés à la solution douce de rechargement massif de sable réalisée à Grand-Popo. Ce choix des épis courts au Togo n'est pas anodin. Il tient compte de la dérive naturelle des sédiments, qui va de l'Ouest vers l'Est », explique M. Eusébio César, ingénieur senior en génie côtier pour WACA Togo.

À cela s'ajoutent des mesures de renforcement des capacités des populations riveraines. Précisément dans les communes du département du Mono, le projet renforce les capacités des communautés locales en les formant à des pratiques agricoles durables et à des techniques de gestion des ressources naturelles. Le projet WACA s'efforce également, selon les autorités togolaises, d'améliorer la coordination et la gouvernance en facilitant la collaboration entre gouvernements, organisations internationales, ONG et communautés locales pour une gestion intégrée et efficace des zones côtières. Au Bénin et au Togo, le projet soutient des initiatives spécifiques adaptées aux réalités locales.

Au Togo, des projets de reforestation des mangroves et de construction de brise-lames ont été adoptés pour atténuer les effets de l'érosion.

En effet, près de 87 hectares de mangroves sont protégés et conservés dans l'aire communautaire de conservation de la biodiversité de Togbin Adouko au Bénin, et près de 257 hectares de mangroves sont restaurés au Togo. Ces solutions protègent les berges lagunaires contre l'érosion, restaurent la faune aquatique, préservent la biodiversité, et contribuent à la séquestration du carbone.

L'érosion des côtes, un processus naturel généralement exacerbé par les activités humaines telles que l'extraction de sable et la construction près des plages, se révèle aujourd'hui être un défi majeur dans ces régions.



Dr Adou Rahim Alimi, coordonnateur du projet WACA au Togo.

« Il s'est agi, en effet, de travaux d'engroissement qui ont permis l'engraissement artificiel de la plage avec une augmentation de la capacité à protéger la côte, en absorbant l'énergie des vagues et en luttant contre l'avancée de la mer. Ce qui a renforcé, durablement, la résilience socioéconomique de la zone du littoral et la préservation de ses écosystèmes associés », explique Dr Adou Rahim Alimi, coordonnateur du projet WACA au Togo.

Les chercheurs de l'université de Liège, avec à leur tête le professeur François Gemene, estiment que sans intervention, certaines régions pourraient perdre en moyenne entre 5 et 10 mètres de côte par an, mettant en péril les moyens de subsistance des populations locales et les infrastructures essentielles.



Impact de l'érosion côtière sur la plage de Grand Popo/ IMG Hippolyte Agossou

Le projet WACA représente également une collaboration entre divers acteurs, incluant les gouvernements, les ONG et les communautés locales. Bien que ces acteurs aient des rôles complémentaires, des problèmes de communication et de coordination se posent parfois.

Environ 40 % des projets similaires rencontrent des difficultés de collaboration, ce qui peut ralentir la mise en œuvre des actions prévues. Le financement constitue également un défi majeur, avec un budget total de 200 millions de dollars USD pour l'ensemble de la région. La gestion budgétaire est cruciale, car les coûts des infrastructures côtières augmentent de 5 à 10 % par an. De plus, des défis logistiques et techniques, tels que l'approvisionnement en matériaux et la formation des équipes, compliquent la réalisation des objectifs.

Le programme WACA a permis de financer des travaux d'urgence pour protéger les communautés locales Togolaises. Un segment de 1580 mètres entre Gbodjomé et Agbodrafo a ainsi été renforcé, protégeant 940 ménages contre l'érosion côtière. Globalement, 8736 ménages ont été protégés grâce aux ouvrages de protection côtière mis en place.

De plus, 2168 ménages ont bénéficié de mesures de lutte contre les inondations, et 5946 ménages ont été protégés contre la pollution par la mise en place de latrines, le renforcement de la voirie et les ouvrages d'assainissement. Ces actions ont considérablement réduit les risques sanitaires et environnementaux pour ces populations.

Analyse des mesures prises par le projet WACA

Le projet WACA a déployé plusieurs initiatives essentielles pour protéger les côtes du Bénin et du Togo contre l'érosion côtière. Parmi ces initiatives, la reforestation de mangroves figure en pole position, couvrant environ 1000 hectares. Cette initiative vise à stabiliser les sols côtiers à travers les racines des mangroves pour réduire l'érosion et créer des habitats pour la faune aquatique. Les mangroves jouent un rôle clé en réduisant l'impact des vagues et des houles, limitant ainsi les forces des vagues avant qu'elles n'atteignent les côtes.

Par ailleurs, le projet a aussi érigé des brise-lames pour atténuer les effets directs des vagues sur les côtes. Ces structures, faites principalement de pierres, servent à dissiper l'énergie des vagues et réduisent leur impact, protégeant ainsi les infrastructures côtières existantes.

Du côté du Bénin, par exemple, dans la région de Grand-Popo, des épis ont été érigés par l'entreprise néerlandaise Boskalis International à des fins de protection des zones les plus vulnérables. Antoine Akpeyomi, un jeune de 34 ans vivant sur la côte dans l'arrondissement d'Agoué, témoigne que ces infrastructures leur apportent un certain soulagement : « Ici, nous dormons la peur au ventre, parce que l'on peut se réveiller le lendemain dans l'eau. Mais avec cette technologie, on peut souffler, sachant que l'arrivée de l'eau sera fortement retardée. »

Ces infrastructures, constituées de matériaux variés comme les pierres, le béton ou les enrochements, empêchent l'eau de mer de pénétrer dans les zones urbaines et agricoles, réduisant ainsi le risque d'inondation. Les épis, construits perpendiculairement à la côte, piègent les sédiments transportés par les courants marins, ce qui aide à limiter l'érosion et

favorise la formation de plages. Si Antoine est désormais confiant, ce n'est pas le cas de Dame Marie Kintohoué, une quinquagénaire du même arrondissement, qui souligne que l'efficacité de ces ouvrages dépendra de la qualité des travaux et du dosage des constituants : « Vivement que le dosage des constituants permette réellement d'installer des infrastructures à la hauteur de la riposte. De toutes façons, les années à venir témoigneront de l'efficacité des installations. »

Les mesures d'adaptation mises en place devraient permettre de réduire l'érosion côtière dans des zones sensibles, avec un taux de réduction allant jusqu'à 60 %. Cette réduction significative résultera de l'efficacité combinée des différentes mesures de protection ainsi que de la gestion durable des écosystèmes côtiers.

En grande majorité, les populations riveraines de la côte expriment leur satisfaction. À l'heure actuelle, elles constatent une amélioration notable de la protection de leurs habitations et de leurs terres agricoles. De plus, les formations dispensées dans le cadre du projet ont permis aux membres des communautés de mieux comprendre les risques liés à l'érosion et de gérer efficacement ces risques. Les compétences acquises grâce à ces formations ont renforcé leur résilience face aux défis posés par l'érosion côtière et les événements climatiques extrêmes. En somme, les efforts du projet WACA ont contribué à la protection d'une grande partie des côtes du Bénin et du Togo, en intégrant des mesures de reforestation, des infrastructures de protection et un renforcement des capacités communautaires, tout en améliorant la sécurité et la résilience des communautés côtières face aux risques d'érosion.

Témoignages des communautés affectées

Les habitants des régions côtières du Bénin et du Togo vivent quotidiennement les effets dévastateurs de l'érosion côtière. À Grand-Popo, au Bénin, la situation est particulièrement alarmante. En l'espace de quelques décennies, près de 200 mètres de côte ont été engloutis par la mer, menaçant directement les habitations et les terres agricoles. Les pêcheurs de cette région, autrefois prospères, voient leurs prises diminuer considérablement en raison de la dégradation des habitats marins.

Leurs témoignages reflètent une perte de revenus dramatique, liée à l'effondrement des écosystèmes marins. En parallèle, les agriculteurs luttent contre la salinisation croissante des sols, ce qui réduit drastiquement leurs récoltes et augmente leur vulnérabilité économique. De nombreuses familles se voient contraintes de se déplacer, laissant derrière elles non seulement leurs maisons, mais aussi leur communauté et leurs moyens de subsistance.

Cependant, avec le démarrage du projet WACA, certains témoignages indiquent un retour progressif à la normale. C'est le cas de Koffi, un pêcheur béninois : « Grâce aux infrastructures mises en place par le projet WACA, nos villages sont enfin protégés des marées dévastatrices. Les épis ont non seulement sauvé nos maisons, mais aussi préservé nos moyens de subsistance en protégeant nos côtes. C'est un véritable exploit pour notre communauté, et nous sommes profondément reconnaissants. »

Du côté du Togo, Togbui Dolayi Doeui, gardien des us et coutumes de Doèvi Kopé, voit dans le projet WACA une solution encourageante : « Les efforts réalisés à Agbodrafo nous donnent de l'espoir. La protection côtière et les initiatives de rechargement en sable montrent que nous pouvons lutter efficacement contre l'érosion », déclare-t-il.

Il souligne que l'exemple d'Agbodrafo est un modèle à suivre pour les autres villages affectés : « Si nous pouvons obtenir des soutiens similaires, nous pourrions également protéger nos terres et reconstruire nos communautés. »

Toutefois, la situation à Lomé reste tout aussi préoccupante. Des centaines de personnes ont été déplacées en raison de l'érosion côtière, perdant leurs maisons et leurs sources de revenus. Cette situation entraîne des perturbations significatives dans les dynamiques communautaires, créant des tensions sociales et des difficultés d'accès à l'éducation et aux services de santé. Les communautés réinstallées se retrouvent souvent dans des conditions de vie précaires, exacerbant les inégalités et les difficultés économiques. Les témoignages de ces communautés révèlent des défis accrus en matière de logement, d'accès à l'eau potable et de services de base.



Reboisement des mangroves dans la commune des Lacs

Face à ces défis, le projet WACA a mis en place des initiatives cruciales pour atténuer les impacts de l'érosion côtière. Les efforts de reforestation des mangroves, couvrant plus de 1 000 hectares, ont été particulièrement salués.

À Grand-Popo, les habitants ont remarqué une stabilisation progressive des sols côtiers et une légère amélioration des conditions de vie. Les pêcheurs ont commencé à observer un retour lent mais encourageant de certaines espèces maritimes, grâce à la restauration des habitats naturels. Les agriculteurs, bien que confrontés à des défis persistants, bénéficient d'une réduction de la salinisation des sols dans certaines zones grâce aux projets de reforestation.

De même, la construction de brise-lames et de digues a apporté des améliorations notables. Les communautés côtières de Lomé ont constaté une réduction de l'érosion dans les zones protégées, ce qui a contribué à sécuriser les infrastructures essentielles et à améliorer les conditions de vie. Les témoignages des résidents soulignent une diminution des déplacements forcés et une meilleure protection des terres agricoles contre la salinisation. Les formations dispensées aux communautés ont également été très appréciées, permettant aux habitants de mieux comprendre les risques liés à l'érosion et de gérer efficacement les nouvelles infrastructures mises en place.

Bien que les défis posés par l'érosion côtière demeurent importants, les initiatives du projet WACA produisent déjà des effets positifs tangibles. Les témoignages des habitants au Bénin et au Togo illustrent les améliorations apportées, offrant un espoir pour une résilience accrue des communautés côtières face aux défis environnementaux.

Recommandations pour améliorer le projet Waca

Pour renforcer l'efficacité du projet Waca, il est crucial que les gouvernements locaux améliorent les politiques et les réglementations relatives à la gestion côtière. Cela inclut l'adoption de lois plus strictes contre l'extraction illégale de sable et l'urbanisation non contrôlée des littoraux. De plus, la multiplication de la mise en œuvre de plans d'adaptation au changement climatique, tels que la restauration des mangroves et la protection des habitats naturels, est essentielle.



Vue d'une partie de la côte togolaise

Les organisations internationales peuvent jouer un rôle clé en renforçant la coopération régionale et en augmentant le soutien financier. Cela pourrait se traduire par des investissements accrus dans les infrastructures de protection côtière et le financement de projets de recherche pour mieux comprendre les dynamiques de l'érosion. En 2021, par

exemple, la Banque mondiale a alloué 210 millions de dollars pour soutenir les initiatives Waca dans six pays d'Afrique de l'Ouest.

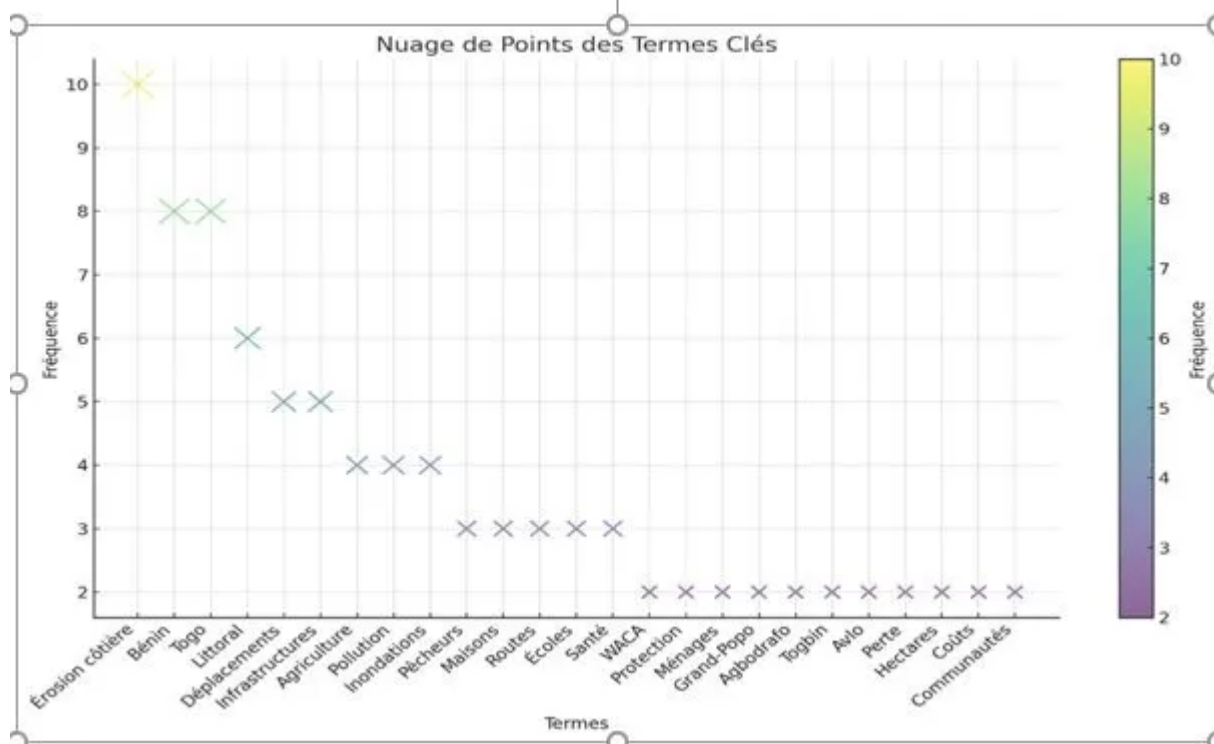
Il est essentiel d'impliquer les communautés locales et les acteurs privés dans la prise de décision pour garantir la durabilité des interventions. La sensibilisation des populations à travers des campagnes éducatives et la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement peuvent renforcer la résilience communautaire. De plus, des partenariats public-privé peuvent encourager des investissements dans des solutions innovantes, telles que des technologies de construction résilientes aux climats et des projets écotouristiques qui valorisent les écosystèmes côtiers. La gestion de l'érosion côtière doit inclure une dimension de justice climatique, car les communautés les plus vulnérables sont souvent les plus impactées. Il est crucial de repenser les approches pour garantir une distribution équitable des ressources et des protections. Il est urgent d'agir pour renforcer les mesures de protection des côtes et soutenir les populations vulnérables. Les gouvernements, les organisations internationales et les citoyens doivent collaborer pour mettre en œuvre des solutions durables et inclusives. Les actions immédiates et concertées sont essentielles pour prévenir des pertes irréversibles.

Le nuage de points de la figure 1 visualise les termes clés liés à l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest, principalement au Bénin et au Togo. Les termes fréquemment mentionnés, comme « Érosion côtière », « Bénin », « Togo », et « Littoral », apparaissent en plus grand et plus intense, indiquant leur importance. D'autres termes comme « Déplacements », « Infrastructures », et « Pêcheurs » illustrent les impacts sociaux et économiques, tandis que « Protection » et « Waca » soulignent les efforts d'atténuation.

Il convient de dire que l'érosion côtière au Bénin et au Togo est une menace multidimensionnelle qui affecte non seulement l'environnement mais aussi la stabilité socio-économique des communautés locales. Les pertes de terres agricoles, de logements et d'infrastructures entraînent des déplacements internes, mettant en péril la sécurité et les moyens de subsistance de milliers de personnes. Les efforts de protection et d'intervention, tels que ceux menés par le programme Waca, sont cruciaux pour atténuer ces impacts. Cependant, une réponse plus inclusive et durable est nécessaire, impliquant les

gouvernements, les communautés locales et la communauté internationale pour protéger les ressources naturelles et assurer un avenir stable et prospère aux populations sous menaces.

Figure I : Nuage de point des termes clés et fréquence d'usage





**Jenifer Gilla (Tanzania) ; EAC WASH project concluded successful ;
Habitat media, August 2, 2024.**

Tag : EAC, GIZ, IOM, WASH.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/eac-wash-project-concluded-successful/>



The Water Sanitation and Hygiene (WASH) Project which was being implemented in East Africa by several partners has been completed successful.

A statement issued recently said the project has reached over five million people especially those living in border communities.

The project was being implemented jointly by the East African Community (EAC), International Organization for Migration (IOM) and the German Agency for International Cooperation (GIZ).

The project, which cost \$2.5 million (Sh6.75 trillion), started in 2021 according to the statement and was aimed at strengthening the capacity of EAC Partner States to prevent and control the

spread of COVID-19 and other infectious diseases using hygiene measures, risk communication and community sensitisation.

The three-year project has achieved remarkable milestones, including the installation and renovation of 43 fixed handwashing facilities at the Points of Entry and border hotspots of all seven partner states, namely Burundi, Democratic Republic of the Congo (DRC), Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda and the United Republic of Tanzania.

The statement affirmed that the project has reached over five million individuals living in border communities across the region encouraging protective health and hygiene behaviours to prevent the spread of zoonotic and water-borne infectious diseases, including COVID-19 and Ebola.

Speaking during the closing ceremony at Rubavu district in Rwanda late last month, the EAC Deputy Secretary General, in charge of Infrastructure, Productive, Social and Political Sectors, Andrea Aguer Ariik, said that proper health and hygiene facilities and services at the border points is a critical factor in the two integration pillars of Customs Union and Common market as has been demonstrated by the effective management of COVID-19 and other communicable diseases such as Ebola.



Ariik, who represented EAC Secretary General Veronica Nduva, disclosed that hand wash facilities installed in the Partner States have been well received, adding that they perform a vital role in ensuring that health and hygiene are maintained at the border points.

The DSG commended the IOM and GIZ for supporting the Water, Sanitation and Hygiene (WASH) project.

“I urge Partner States to promote use of the facilities that have been installed and put in place measures of support such as provision of clean water at the points of entry and the authorities to ensure appropriate regular maintenance,” he said.

He revealed that apart from the construction of the facilities, the project also conducted awareness programmes to the communities living at the borders on the importance of hygiene and health practices in helping to curb the spread of infectious and zoonotic diseases, including COVID-19, MPox and Ebola.

On her part, the German Ambassador to Rwanda, Heike Uta Dettmann, said the project underscores Germany’s unwavering commitment to ensuring inclusive development and health equity at the border communities.

“Over the past three years, we have witnessed remarkable progress of the 43 high-standard handwashing facilities have been installed at points of entry and border hotspots across all EAC partner states, significantly enhancing access to essential hygiene practices,” said Amb. Dettmann.

Mr. Ash Carl, the IOM Rwanda Chief of Mission, said the free movement of people including across borders and within countries, is one vehicle through which diseases spread.

“With human mobility expected to increase as the factors that cause people to migrate multiply, it’s critical to support better health outcomes, by strengthening border officials’ capacities, conducting hygiene awareness campaigns, and enhancing border health screening and referral systems,” said Mr. Carl.

During the ceremony, the EAC handed over two new hand washing stations to the Governor of Rubavu on behalf of the Rwandan Government and highlighted the critical linkages between

human mobility and health, emphasising the importance of robust WASH infrastructure in preventing the spread of diseases.



Hector Nammangue (Togo) ; Le Togo en tête de lutte climatique grâce à une obligation hybride de 100 millions d’euros de la BOAD ; Vert Togo, 3 août 2024.

Tag : BOAD, CDP, UEMOA.

Pour accéder à l’article : <https://vert-togo.tg/le-togo-en-tete-de-lutte-climatique-grace-a-une-obligation/>



Le Fonds italien pour le climat a signé un accord sans précédent avec la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) pour une émission d'obligations hybrides de 100 millions d'euros. Ce financement vise à renforcer les capacités de lutte contre le changement climatique dans les pays de l'UEMOA, mettant particulièrement en avant le Togo ainsi que les autres États membres dans la transition vers une énergie renouvelable durable.

Un accord innovant a été signé entre le Fonds italien pour le climat et la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) vendredi 2 août 2024 à Rome en Italie, marquant une étape majeure dans la lutte contre le changement climatique.

La souscription d'une obligation hybride de 100 millions d'euros par le Fonds, géré par la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), constitue une première mondiale pour une banque multilatérale. Cette opération vise spécifiquement à financer des projets d'énergie renouvelable dans les huit pays membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Les fonds obtenus seront utilisés pour construire et réhabiliter des infrastructures de production d'électricité à partir de sources renouvelables, réduisant ainsi les émissions de CO2 et diminuant les coûts énergétiques.

Pour le Togo, ce soutien est crucial pour intensifier ses efforts contre le changement climatique, en alignant ses politiques énergétiques avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 7 sur une énergie propre et abordable. Les autres pays bénéficiaires, tels que le Sénégal et la Côte d'Ivoire, bénéficieront également de cette initiative, contribuant à une transformation énergétique régionale.



Alain Muhirwe (Burundi) ; célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi ; Radio Kazoza FM, 3 août 2024.

Tag : -.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/lanmuhire/aud-20240803-wa0099?utm_source=mobi&utm_campaign=social_sharing&si=c07bdef0c0d14ec5bc217187b701f19a

Célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi, une journée célébrée pour la première fois au Burundi grace aux efforts consentis entre le gouvernement du Burundi et les organismes partenaires dans la protection de la biodiversité animale et végétale. Cette journée a été célébrée le 19 juillet à l'intérieur du parc naturel de la Kibira, au quartier général de l'Office Burundais de Protection de l'Environnement. Cette journée avait coïncidé avec la remise officielle des locaux réhabilités pour ce quartier général de l'OBPE par l'ONG Communities of HOPE.



Halili Letea (Tanzania) ; The silent health crisis in Dar es Salaam's food markets and the resulting revenue losses ; Habitat media, August 4, 2024.

Tag : FAO.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/the-silent-health-crisis-in-dar-es-salaams-food-markets-and-the-resulting-revenue-losses/>

Dar es Salaam. According to the Local Government (District Authorities) Act No. 7 of 1982, the primary duty of Local Government Authorities (LGAs) is to protect and promote public health, including preventing and managing outbreaks of diseases.

A report by the Controller and Auditor General (CAG) titled "Performance Audit Report on the control of hygienic practices in food markets in the country – 2021" emphasized that to improve health and community welfare, the President's Office – Regional Administration and Local Government (PO- RALG) needs to establish a robust Monitoring and Evaluation system at all levels, prioritizing key sanitation issues.

Additionally, the authorities must ensure that health and environmental sanitation programs in regional secretariats and LGAs are well-coordinated, as per the PO- RALG Strategic Plan (2016/17 – 2021/22).



Buguruni market

Required Standards for Food Markets

The Food and Agriculture Organization (FAO) guidelines on hygiene and safety in the food sector (2014-2016) stress that all food markets should meet six key standards :

1. **Clean and Safe Selling Areas:** Selling areas and their equipment should be located in clean, non-polluted areas. Food storage areas should be cleaned periodically and disinfected at least once daily.
2. **Daily Cleaning:** Floors and surrounding areas should be thoroughly cleaned daily.
3. **Water Availability:** Adequate water should be available at all times, and sellers are prohibited from keeping pets like cats or dogs near food to avoid contamination.
4. **Waste Management:** Solid waste should be disposed of in covered containers or garbage bins, and wastewater should be drained into proper sewage systems. After disposal, containers and any equipment used should be cleaned thoroughly.
5. **Daily Waste Area Cleaning:** The waste storage area should be cleaned daily, using appropriate cleaning agents.
6. **Safe Waste Disposal:** In areas without waste collection services, solid waste should be disposed of safely, as recommended or approved by relevant authorities.



Tegeta Nyuki market

The Reality in Dar's Markets

A significant number of markets do not meet these standards. An investigation revealed that most markets lack proper waste management infrastructure, including solid waste and wastewater management and appropriate storage facilities. This situation leads to waste accumulation, stagnant water, foul odors, and pests, causing inconvenience for market users.

Another issue is the intersection of roads and markets, causing dust, poor infrastructure, and vendors placing their goods, including food items, on the ground.

For instance, on June 1, 2024, Vice President Dr. Philip Mpango participated in a cleanup at Ilala market. During the Environment Week leading up to World Environment Day on June 5, he was welcomed by a foul smell of wastewater. He urged leaders to address this issue.

Mohamed Mwekya, the chairman of the Dar es Salaam Market Traders Association, noted, "There are 106 markets, but only six under our management meet acceptable standards," highlighting poor infrastructure as a significant challenge.

Furahisha Kambi, the secretary of traders at Buguruni Market, stated, "There is no designated area for waste storage, and often, when the truck comes, the cleaning workers or traders themselves bring the waste to the truck."

On April 9, 2024, a visit to this market revealed overflowing waste in a portable container parked on one side of the road. Pedestrians could not pass due to the mud and foul-smelling water, while food vendors operated on one side and fruit sellers on the other.

Suleiman Mohamed, a fruit seller at the market, said, “The situation is as you see it; it is dirty and not only drives away customers but also endangers our health.”



Waste storage in Kawe market

Health Risks

Due to inadequate infrastructure, there are three major health risks facing market users, according to health expert Dr. Allan Tarimo. The risks are related to the respiratory system, the digestive system, and the potential for fungal infections that primarily affect the feet and toes, especially during the rainy season and with diseases like worms.

Dr Tarimo adds, “The air being inhaled is polluted, leading to common illnesses like colds, allergies, and coughs caused by influenza.” He emphasizes the need to improve infrastructure to prevent these diseases, especially cholera and worms, which thrive in unsanitary conditions.

“If we could improve the infrastructure for proper drainage so that water flows away and ensure that sewage systems are well-maintained to prevent standing water, and also ensure timely waste removal, it would greatly help,” he stated.

The Minister of Health, during his budget speech, highlighted that the leading ten diseases in the country include respiratory infections, diarrhea, intestinal worms, and skin diseases, which are largely caused by poor hygiene.

Dr Tullitweni Mwinuka, Head of the Department of Health, Nutrition, and Social Welfare in Ubungo, stated that greater risks can occur in crowded areas, especially if the infrastructure is substandard. He mentioned that people are more likely to contract fungal infections or worms in damp areas.



Pugu Kinyamwezi dumping site: Most of municipal waste is dumped there

How Municipalities Manage Waste

Lawi Bernard, head of the Solid Waste and Transportation Unit of Ubungo Municipality, said they are striving to improve market infrastructure to reduce health risks.

At the Mabibo market, open dumps have been replaced with two covered containers, facilitating easier cleaning and reducing odor. The municipality plans to have two types of containers in every market: portable containers for recyclable waste and fixed containers for other waste.

Goodluck Kabage, the Market Officer of Kinondoni Municipality, stated that for Tegeta market, waste separation infrastructure exists, with specific containers for compostable waste. The waste is then collected and taken to a compost plant in Mabwepande. Other waste is collected by municipal trucks and taken to a dump site.

Market waste collection procedures vary. For example, Tegeta market generates a lot of waste, and it is removed as soon as it is collected. However, at Tegeta Nyuki market, two containers for waste collection are located in an open area by the road, and waste management seems inadequate as there is a foul smell and waste left in the open.

At Kawe market, a waste container is located near the road in an unfinished building structure, creating challenges for proper waste management.

Mkana Mkana, head of the Waste Management and Environmental Cleanliness Unit of Temeke Municipality, mentioned that while good waste control procedures are in place, the challenge lies with market users.

“The traders or their hired workers often dispose of waste improperly, placing it beside the container,” he said. A visit to Tazara – Veterinary market revealed a youth disposing of waste beside a container, and many others were already doing the same.

Mkana noted that they continue to educate traders through monthly seminars and school programs, believing students can pass on the knowledge to their guardians.



Kawe market

How Poor Market Infrastructure Causes Revenue Loss for Municipalities

The substandard market infrastructure not only inconveniences users but also limits investment opportunities for traders, resulting in lost revenue for municipalities, an investigation has found.

Temporary stalls, often set up by traders, are charged TZS 500 per day, equivalent to TZS 15,000 per month. In contrast, improved markets like Kisutu charge TZS 1,000 to TZS 2,000 per day, double the temporary stalls in most markets.

Some of these markets include Buguruni, Tazara – Veterinary, Kawe, Tegeta Nyuki, and Kigamombi Ferry.

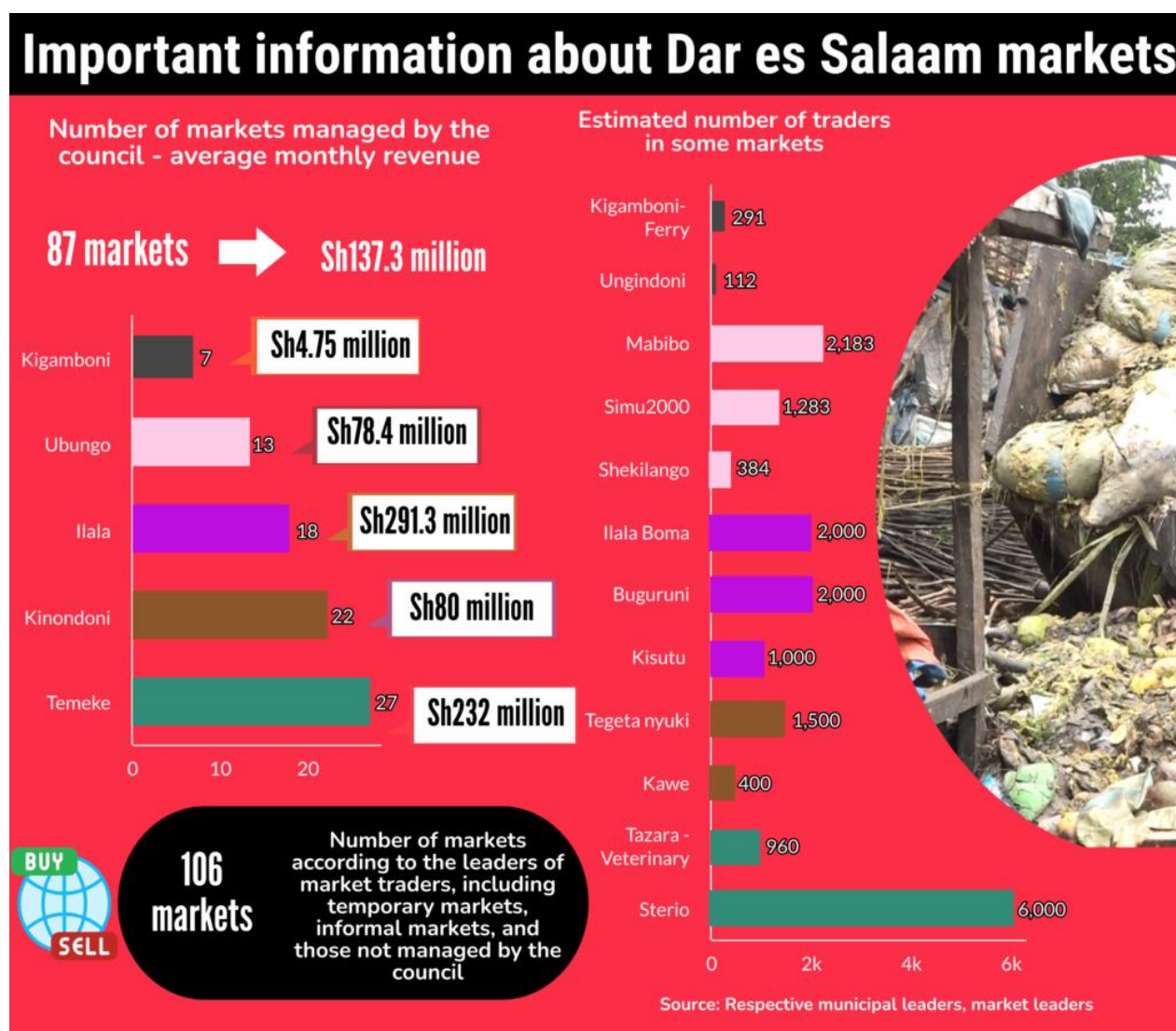
Before its renovation, Kisutu market served about 200 traders. According to Ilala Municipality economist Julius Ndele, it now accommodates around 1,000 traders and can expand to 1,200, including those renting stalls, shop frames, and other leasable spaces.

This means the initial market could generate an average of TZS 100,000 per day, but now revenue has increased at least tenfold.

Other markets in Ilala have been improved or have temporary infrastructure. For example, Ilala Boma market is overwhelmed by demand. Some traders operate in unauthorized areas, affecting revenue collection.

“During the rainy season, customers decrease. They prefer not to come to the market,” said Peter Malaga, Business and Market Officer of Ubungo Municipality, highlighting the relationship between market infrastructure and revenue.

Malaga noted that properly arranged traders in stalls and frames are easier to collect fees from compared to scattered traders. For example, at Mabibo market, after adding sheds, the situation improved compared to the previous two sheds.



Municipal Revenue

Dar es Salaam has 87 markets managed by municipalities: 13 in Ubungo, 27 in Temeke, 18 in Ilala, 22 in Kinondoni, and seven in Kigamboni.

Between July and March 2023/24, Dar es Salaam (Ilala) collected TZS 2.62 billion from its markets, averaging TZS 291.3 million per month. This excludes Ferry fish market and Machinga Complex, which are self-sustaining projects.

Ubungo Municipality collected an average of TZS 78.4 million between August and April of the 2023/24 financial year. Temeke Municipality collects an average of TZS 232 million per month, while Kinondoni collects TZS 80 million per month. Kigamboni Municipality collected TZS 57 million annually, averaging TZS 4.75 million per month.



Kisutu market

CAG and Revenue Loss

The Controller and Auditor General (CAG) reported a revenue loss of TZS 1.72 billion for local authorities due to unauthorized tax rates. Although many markets were mentioned, the

Shekilango market in Ubungo Municipality lost over TZS 418 million, equivalent to 89% of the revenue they should have collected. The municipality charged TZS 15,000 per month for 279 stalls and frames instead of TZS 140,000.

Responding to this, Peter Malaga said the market is in dispute, with the case in court between the municipality and private owners, making it difficult to impose higher taxes.

Municipal business officers in Kigamboni stated that many markets were initially privately owned, and the municipality started charging fees after providing services like toilets, transport, and designating official market areas.

They acknowledged that for private markets, the municipality does not collect taxes.



Machinga complex



Victor Moturi (Kenya) ; Turning Fish Waste into Wealth: Kisumu's Eco-Friendly Innovation Sparks Jobs and Sustainability ; Radio France International – Kiswahili Service Nairobi ; August 5, 2024.

Tag : -.

To listen the report in Swahili : <https://fb.watch/uF5YtVvHQQu/>



This story highlights an innovative initiative in the Kisumu region of Kenya, where local residents, particularly youth, have begun transforming fish waste from Lake Victoria into biogas and various products like shoes, clothes, bags, and jewelry. This initiative has not only helped in reducing environmental pollution caused by fish waste but also provided employment and boosted the local economy.

In the Dunga area, biogas produced from fish waste is used by vendors to fry fish, reducing costs and promoting environmental cleanliness. Caroline Achieng, a fish vendor, explains that this project has improved business by lowering the need for firewood and maintaining cleanliness, which is crucial for attracting tourists.

Charles Ochieng from Flexy Biogas, the organization running the project, describes the process of converting fish waste into biogas. The project collects around 300 kilograms of fish waste daily, which is then processed into biogas and sold locally. This effort has significantly reduced pollution in Lake Victoria.

Additionally, fish skin and scales are repurposed to create various products like shoes and clothes, contributing to a sustainable circular economy. Samuel Okoth, an environmental expert, mentions that this technology has created jobs and enhanced the value of local products, which are even sold in international markets.

The initiative aligns with Kenya's goals for sustainable development by 2030, addressing environmental challenges while creating employment opportunities.



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Soil fertility ; Radio UBC, August 5, 2024.

Tag : -.

To listen the report : https://drive.google.com/file/d/1Vu-am-vfeAmJ0v8OoU_Noosr2wClTVqt/view

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Gestion durable de l'eau : l'appel du ministre Katari FOLI BAZI lors de la 93e réunion du conseil stratégique et technologique ; Vert Togo, 9 août 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/gestion-durable-de-leau-lappel-du-ministre-katari-foli-bazi/>



Lors de la 93e réunion du Conseil Stratégique et Technologique de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA) tenue à Lomé, le ministre de l'environnement et des ressources forestières Katari FOLI BAZI a souligné l'importance cruciale de la gestion durable des ressources en eau et de l'amélioration des systèmes d'assainissement pour le développement de l'Afrique.

Du 29 juillet dernier au 1er août 2024, Lomé a accueilli la 93e réunion du Conseil Stratégique et Technologique (CST) de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA). Cette rencontre a réuni plus de 200 délégués venus de toute l'Afrique pour discuter du thème crucial

de la « Résilience des sociétés d'eau et d'assainissement en Afrique face aux changements climatiques ». Le ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, Katari FOLI BAZI, a ouvert les travaux au nom de son collègue en charge de l'eau, mettant en lumière les enjeux pressants liés à l'eau et à l'assainissement.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Katari FOLI BAZI a affirmé que « le développement de l'Afrique passe nécessairement par une gestion rigoureuse et durable de nos ressources en eau, et par l'établissement de systèmes d'assainissement robustes qui répondent aux besoins croissants de nos populations ».

Cette déclaration souligne l'urgence d'adopter des pratiques de gestion de l'eau plus durables et de renforcer les infrastructures d'assainissement pour faire face aux défis environnementaux croissants.

Les discussions de la réunion se sont concentrées sur les moyens d'améliorer la résilience des sociétés d'eau et d'assainissement face aux impacts des changements climatiques. Les délégués ont exploré diverses stratégies pour renforcer les infrastructures existantes, améliorer l'efficacité des systèmes d'approvisionnement en eau, et mettre en place des politiques adaptées aux défis environnementaux actuels. La réunion a également servi de plateforme pour partager des expériences et des meilleures pratiques entre les pays participants.

La 93e réunion du CST a mis en évidence la nécessité impérieuse d'une gestion intégrée et durable des ressources en eau en Afrique. Les recommandations issues de cette rencontre devraient guider les politiques futures et les investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

La déclaration du ministre Katari FOLI BAZI a rappelé que la réponse aux défis climatiques et aux besoins croissants des populations africaines repose sur une action concertée et efficace pour garantir l'accès durable à l'eau et aux services d'assainissement.



Hector Nammangue (Togo) ; Énergie en Afrique de l'Ouest : Entretien avec M. Oumar TEMBELY, Directeur du Département Énergie et Ressources Naturelles de la BOAD ; Togo Vert, 12 août 2024.

Tag : Banque mondiale, BCEAO, BOAD, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/energie-en-afrique-de-louest-entretien-avec-m-oumar-tembely-directeur-du-departement-energie-et-ressources-naturelles-de-la-boad/>

Dans un nouvel épisode du podcast « La Parole aux Experts », M. Oumar TEMBELY, Directeur du Département Énergie et Ressources Naturelles à la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) nous dévoile les défis énergétiques auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest et les efforts déployés pour améliorer l'accès à l'énergie dans la région. Entretien!

L'accès à l'énergie est crucial pour le développement des pays membres de l'UEMOA, influençant directement l'éducation, la santé et la croissance économique. Vous avez souligné que l'Afrique de l'Ouest possède un immense potentiel énergétique, tant conventionnel que renouvelable. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette richesse et les défis associés ?

Absolument. L'Afrique de l'Ouest regorge de ressources énergétiques considérables, allant du pétrole et du gaz aux énergies renouvelables comme le solaire et l'hydroélectricité. Par exemple, le Niger possède un important potentiel en charbon, en uranium et en gaz naturel, tandis que des découvertes récentes en Côte d'Ivoire et au Sénégal montrent des réserves significatives de pétrole et de gaz. En parallèle, la région bénéficie d'une irradiation solaire élevée, de ressources hydroélectriques importantes et d'un potentiel éolien prometteur.

Cependant, malgré cette richesse, l'accès à l'énergie reste un défi majeur. En 2021, plus de 560 millions de personnes en Afrique subsaharienne, soit environ 80% des populations sans électricité dans le monde, se retrouvaient dans cette situation. Pour l'UEMOA, environ 77

millions de citoyens n'ont pas accès à l'électricité, en raison de plusieurs contraintes telles que les faibles taux d'accès, les coûts élevés de production et le manque d'investissements.

Quels investissements sont nécessaires pour amorcer une révolution énergétique en Afrique de l'Ouest et répondre à l'urgence de l'énergie pour tous ?

L'Afrique a besoin d'un financement d'environ 25 milliards de dollars par an, soit moins d'1% des investissements mondiaux dans le secteur énergétique. La BOAD, avec la BCEAO et la Commission de l'UEMOA, a lancé plusieurs initiatives pour améliorer l'accès à l'énergie.

Parmi celles-ci, l'initiative régionale pour l'énergie durable et la stratégie de développement des pôles énergétiques visent à valoriser les ressources énergétiques abondantes. Cette stratégie cherche à réaliser des économies d'échelle et à créer des marchés régionaux pour optimiser les flux énergétiques entre les pays. La Banque mondiale estime qu'un marché énergétique unifié pourrait permettre d'économiser plus de 5 milliards de dollars par an et d'attirer davantage d'investissements.

Pouvez-vous nous donner un aperçu des actions entreprises par la BOAD dans le cadre de son plan stratégique DJOLIBA ?

Le plan DJOLIBA de la BOAD se concentre sur l'augmentation de la capacité de production énergétique, avec un objectif de 380 MW d'ici 2025, dont 39% devraient provenir de sources renouvelables. À la fin de 2023, la BOAD avait déjà ajouté plus de 235 MW à l'économie de l'UEMOA, dont 42% étaient d'origine renouvelable. Les projets notables incluent des centrales solaires au Togo et au Mali, ainsi que des barrages hydroélectriques. Ces initiatives sont essentielles pour répondre aux besoins énergétiques croissants et soutenir le développement durable dans la région.

Enfin, en dépit des exigences pour réduire les émissions, pensez-vous que l'exploitation des ressources fossiles est nécessaire pour satisfaire les besoins énergétiques de la population ?

Il est crucial de réduire l'usage des énergies fossiles tout en exploitant les ressources disponibles de manière responsable. Le gaz, par exemple, peut jouer un rôle clé dans le développement industriel de l'Afrique, mais il est important de minimiser les impacts environnementaux et

sociaux. L'Afrique, bien que modeste contributrice aux émissions de gaz à effet de serre, est fortement affectée par les changements climatiques. L'utilisation judicieuse des ressources fossiles, associée à une transition vers des énergies renouvelables, est essentielle pour un développement durable et résilient.

Des progrès significatifs ont été réalisés pour améliorer l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, mais il reste encore beaucoup à faire. Il est impératif de concentrer les efforts sur des solutions innovantes qui garantissent une énergie durable, abordable et fiable pour les populations les plus vulnérables.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi : Madagascar pionnier de mesures efficaces de protection des zones marines ; 14 août 2024.

Tag : COP 11, PNUE.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/convention-de-nairobi-madagascar-pionnier-de-mesures-efficaces-de-protection-des-zones-marines/>

Du 20 au 22 août, Madagascar accueillera la 11ème Conférence des parties (COP11) à la Convention de Nairobi. Les progrès dans la mise en œuvre ainsi que la collaboration régionale seront à l'ordre du jour.



Madagascar s'apprête à recevoir, du 20 au 22 août, la 11ème Conférence des parties (COP 11) à la Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'océan indien occidental (OIO). Une occasion pour la Grande île de faire part des bonnes pratiques en termes de conservation des zones côtières.

Transformation

« Madagascar a été le pionnier d'autres mesures efficaces de conservation par zone pour protéger les zones marines grâce à une augmentation rapide du nombre de ce que l'on appelle communément les aires marines gérées localement (AMGL), où les communautés côtières travaillent en collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes pour protéger leurs ressources côtières. » C'est ce qu'on peut lire dans le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sur le progrès dans la mise en œuvre de cette Convention de Nairobi. Un bon exemple de cette approche est celle adoptée par Conservation International (CI) et ses partenaires au niveau du Corridor Marin des 7 Baies, dans le nord de Madagascar.

Une aire marine protégée dont la conservation a permis aux communautés de pêcheurs de la zone d'adopter des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement, tout en leur procurant plus de rendements. Il est d'ailleurs à noter que les mangroves dans cette aire, plus particulièrement celles dans l'estuaire d'Irodo, peuvent atteindre les 15 mètres, voire plus. Ce qui les place dans la catégorie des plus hautes mangroves du pays. « Cette croissance exceptionnelle des mangroves dans l'Irodo est due à l'existence de l'embouchure « vavan'Irodo » qui procure des apports nutritifs importants aux palétuviers, mais surtout grâce aux efforts de conservation » nous explique Gaetan Armel Soankasina, représentant de la CI dans le secteur Fiherena du Corridor marin des 7 Baies.

D'autant plus que selon le président de l'association des pêcheurs d'Irodo, Moustafa Avizara, les communautés locales y étaient déjà conscients de l'importance des écosystèmes de mangroves et s'étaient attelées à les reconstituer, bien avant la transformation de la zone en aire marine protégée.

Une région prioritaire

Le Corridor marin des 7 Baies, auparavant connu sous le nom d'Ambodivahibe, est un exemple parmi tant d'autres en termes de priorisation de la conservation des zones côtières à Madagascar. La région de l'OIO, comprenant les Comores, la France à travers La Réunion, les Seychelles, l'île Maurice, la Mozambique, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Kenya, la Somalie et Madagascar, joue en effet un rôle capital tant en termes de lutte contre les effets du changement climatique, de stockage de carbone, qu'en termes de croissance économique. En effet, d'après le rapport du Directeur exécutif du PNUE, « le « produit marin brut » annuel de la région de l'OIO (équivalent au produit intérieur brut d'un pays) est d'au moins 20,8 milliards de dollars américains ».

Ce qui témoigne de la valeur économique substantielle des ressources côtières et marines de la région. Sachant d'ailleurs qu'elle « a un littoral total d'environ 15.000 km et un plateau continental d'environ 450 000 km² ». Elle est réputée pour « la richesse de sa biodiversité marine » laquelle se développe grâce aux écosystèmes tels que « les mangroves, les herbiers marins, les rivages rocheux et sablonneux avec les systèmes dunaires et les forêts côtières associées, ou encore les monts sous-marins, les crêtes et les plaines abyssales ». Et toujours

selon ce rapport du PNUE, « la superficie totale des mangroves dans l’océan Indien occidental est estimée à 1 million d’hectares, ce qui représente environ 5 % de la couverture mondiale des mangroves ».

Les mangroves « les mieux développées de la région » se trouvent dans les deltas des rivières Rufiji en Tanzanie, Tana au Kenya, Zambèze et Limpopo en Mozambique et le long de la côte ouest de Madagascar. La Grande île a en effet une place de choix non seulement dans le cadre de cette Convention de Nairobi, mais en termes de conservation au sens large, de par ses richesses. La COP11 serait ainsi l’occasion d’asseoir cette importance du pays sur l’échiquier international, tout en renforçant les engagements de toutes les parties contractantes en faveur d’une meilleure gestion des zones côtières et des milieux marins.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; NEMC to Empower Local Communities with Education on Plastic Packaging Hazards ; Habitat média, August 14, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/nemc-strengthens-grassroots-campaign-against-plastic-packaging-through-community-education/>



Dar es Salaam. The National Environment Management Council (NEMC) has identified the community's limited understanding of the environmental and health impacts of plastic packaging as a key factor contributing to the continued secret production and use of these materials.

This lack of awareness stems from a focus solely on the perceived benefits of plastic packaging, overlooking the significant harm it can cause.

Speaking in Dar es Salaam on August 14, 2024, during an environmental seminar for the "Wanawake na Samia" group from five districts in the Dar es Salaam region, Arnold Mapinduzi,

NEMC's Temeke Regional Manager, emphasized the need for sustained education efforts down to the grassroots level. This, he noted, would better equip the community to understand and support the fight against plastic pollution.

"In 2019, the government banned the use of plastic packaging, but it has been challenging to eradicate it entirely as people continue to use it. However, we believe that with a deeper understanding of its harmful effects, the community will find it easier to comply with the ban," Mapinduzi stated.

He explained that the government's decision to ban plastic packaging was driven by a desire to protect its citizens, recognizing that a healthy environment is crucial for life. Mapinduzi further highlighted that plastics contain chemicals that make the packaging impermeable to water and air, preserving the contents inside. However, these same chemicals pose significant health risks to humans.

The Manager of the National Environment Management Council (NEMC) for the Temeke region, Arnold Mapinduzi, providing education and strategies on environmental management and conservation in various areas during a meeting with environmental leaders held in Dar es Salaam today

"One of the major enemies of plastic is heat. When burned, plastics release toxic fumes that pose severe health risks. It is important for people to revert to traditional methods of carrying goods from the market, using alternative, safer packaging materials," he added.

Mapinduzi expressed concern that the lack of education has led people to use plastic bags for food storage and even cooking, such as for rice and ugali, without realizing the potential dangers. This practice, he warned, is a major cause of various diseases, including cancer.

The seminar also stressed the importance of reporting cases of plastic use to the relevant municipal director. If no action is taken, Mapinduzi encouraged the community to escalate the matter to NEMC, which will ensure the necessary steps are taken.

Sofia Kinega, the Chairperson and leader of “Wanawake na Samia”, stated that after receiving education on the dangers of plastic packaging, the group is committed to becoming ambassadors in the fight against its use.

“Today, we have been reborn. We thought we knew, but we didn’t. We have been using plastics, even for starting fires to cook, because we were unaware of the dangers. The education we received today will be shared with our communities,” Sofia remarked.

Hanifa Mrisho, the group’s Environmental Secretary, emphasized the importance of NEMC collaborating with Local Government Authorities to reach more people, especially when launching campaigns.

“Involving all levels, including the grassroots, helps create a unified understanding within the community, making it easier to combat the issue as everyone will have the correct information and education,” Hanifa concluded.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les femmes d'Apouh à Ngog en guerre contre la Socapalm ; Environnementales, 14 août 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/cameroun-les-femmes-dapouh-a-ngog-en-guerre-contre-la-socapalm/>



Cette journée du 14 août 2024 s'annonce tendue dans la localité d'Apouh à Ngog, située dans le district d'Edéa 1, dans la région du littoral au Cameroun. Les femmes riveraines de l'agroindustrie de production d'huile de palme Socapalm, entendent exprimer leur colère contre les opérations de replantation de palmiers à huile menées par la Socapalm depuis le 8 août dernier. Les opérations lancées par la filiale du groupe Socfin empiètent sur les espaces de vie de la communauté locale, menaçant la souveraineté alimentaire des familles et portant atteinte à leur dignité.

Les tensions montent à Apouh à Ngog, une localité du district d'Edéa 1, où les habitants, principalement les femmes, sont en révolte contre les opérations de replantation de palmiers à huile par la Socapalm. Cette filiale du groupe Socfin, contrôlée par le groupe français Bolloré

et la famille luxembourgeoise Hubert Fabri, détient près de 60 000 hectares de terres au Cameroun. Depuis le 8 août 2024, la Socapalm a intensifié ses efforts de replantation, envahissant les espaces vitaux des communautés locales, notamment les arrières-cours, les devantures des maisons et même les tombes.

Les communautés locales, en particulier les femmes, ont exprimé leur mécontentement à travers des lettres et des pétitions adressées à diverses autorités, y compris le Président de la République du Cameroun et la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés. Elles dénoncent l'avidité de la SOCAPALM et le manque de respect envers les droits des populations locales. Malgré leurs efforts, l'entreprise continue de faire la sourde oreille.



Face à cette situation, les habitants d'Apouh à Ngog ont décidé de passer à l'action en organisant une manifestation ce jour pour exiger l'arrêt immédiat des replantations. Ils réclament la restitution de leurs terres afin de préserver leur souveraineté alimentaire et leur dignité. La situation est particulièrement critique, car ces replantations, si elles se poursuivent, condamneraient les communautés locales à des décennies de souffrances, d'abus et de privations.

Les regards sont désormais tournés vers les autorités camerounaises et la SOCAPALM pour voir comment cette crise sera gérée. Le combat des habitants d'Apouh à Ngog s'inscrit dans une

lutte plus large pour la reconnaissance et le respect des droits des communautés locales face aux appétits grandissants des agro-industries.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Près de 500 millions d'enfants vivent deux fois plus de journées de chaleur extrême que leurs grands-parents, selon l'UNICEF ; Vert Togo, 14 août 2024.

Tag : Accord de Paris, UNICEF.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/pres-de-500-millions-denfants-vivent-deux-fois-plus-de-journees/>



Dans huit pays, parmi lesquels le Mali, le Niger, le Sénégal, le Soudan et le Soudan du Sud, les enfants sont confrontés à des températures supérieures à 35 degrés Celsius / 95 degrés Fahrenheit plus de la moitié de l'année.

D'après une nouvelle analyse de l'UNICEF, 466 millions d'enfants, soit un enfant sur cinq, vivent dans des endroits enregistrant au moins deux fois plus de journées extrêmement chaudes par an qu'il y a à peine 60 ans.

En s'appuyant sur une comparaison de la moyenne des températures dans les années 1960 et de celle pour la période 2020-2024, l'analyse lance un sérieux avertissement sur la rapidité et l'échelle auxquelles se multiplient les journées extrêmement chaudes, définies comme des jours où les températures dépassent 35 degrés Celsius / 95 degrés Fahrenheit.

Près d'un demi-milliard d'enfants sont concernés à travers le monde, et bon nombre d'entre eux sont privés des infrastructures et des services permettant d'y faire face.

« Les jours d'été les plus chauds sont devenus la norme », observe la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell.

« Les épisodes de chaleur extrême se généralisent et menacent la santé, le bien-être et les activités quotidiennes des enfants. »

L'analyse a par ailleurs examiné des données de niveau national ayant révélé que, dans 16 pays, les enfants subissent désormais plus d'un mois de journées extrêmement chaudes supplémentaires par rapport à il y a 60 ans. Au Soudan du Sud, par exemple, elles sont passées de 110 par an dans les années 1960 à 165 au cours de la décennie actuelle.

Au Paraguay, elles ont presque doublé, passant de 36 à 71 par an.

Toujours selon l'analyse, à l'échelle mondiale, les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale sont les plus exposés aux journées de chaleur extrême, et connaissent l'augmentation la plus importante de ces dernières au fil du temps. Aujourd'hui, 123 millions d'enfants, soit 39 % des enfants de la région, endurent des températures supérieures à 35 degrés Celsius pendant plus d'un tiers de l'année en moyenne, soit pendant au moins 95 jours.

On dénombre jusqu'à 212 jours par an de chaleur extrême au Mali, 202 au Niger, 198 au Sénégal et 195 au Soudan. En Amérique latine et dans les Caraïbes, près de 48 millions d'enfants vivent dans des endroits où le nombre de journées extrêmement chaudes par an a plus que doublé.

Le stress thermique exercé sur le corps par l'exposition à la chaleur extrême fait peser des menaces sans égales sur la santé et le bien-être des enfants et des femmes enceintes, en particulier lorsqu'aucune solution pour se rafraîchir n'est disponible.

Des liens ont été établis entre le stress thermique et certaines complications durant la grossesse, telles que des maladies chroniques gestationnelles ou des effets indésirables à l'accouchement, notamment la mortinaissance, l'insuffisance pondérale ou la prématurité.

Des niveaux excessifs de stress thermique contribuent également à la malnutrition et aux maladies non transmissibles chez les enfants, en particulier celles liées à la chaleur.

Les enfants sont aussi plus vulnérables aux maladies infectieuses qui se propagent sous de fortes températures, à l'instar du paludisme et de la dengue.

Par ailleurs, des données probantes indiquent que le stress thermique affecte le développement neurologique, la santé mentale et le bien-être.

Les effets de la chaleur extrême sont d'autant plus préoccupants lorsque les épisodes s'étendent sur des périodes prolongées. Outre le fait que ces épisodes sont en augmentation dans tous les pays du monde, l'analyse montre que les enfants sont également exposés à des vagues de chaleur plus intenses, plus longues et plus fréquentes.

Plus de la moitié des enfants à travers 100 pays subissent aujourd'hui deux fois plus de vagues de chaleur qu'il y a 60 ans, notamment aux États-Unis, où ils sont 36 millions et 5,7 millions à être exposés respectivement à deux fois et à trois fois plus de vagues de chaleur qu'auparavant.

Les répercussions des aléas liés au climat sur la santé des enfants sont démultipliées par la façon dont ces mêmes aléas affectent la sécurité et la contamination alimentaires et hydriques, dégradent les infrastructures, interrompent les services – notamment éducatifs – destinés aux enfants, et provoquent des déplacements.

Les vulnérabilités sous-jacentes des enfants et les inégalités auxquelles ces derniers sont confrontés en raison de leur statut socioéconomique, de leur genre, de leur situation géographique, de leurs conditions de santé et de leur contexte national influent par ailleurs sur la sévérité de ces répercussions.

Au cours des prochains mois, tous les États parties à l'Accord de Paris devront présenter leurs nouveaux plans nationaux d'action climatique, autrement désignés par l'expression « contributions déterminées au niveau national » (CDN 3.0). Ces plans orienteront l'action climatique des dix prochaines années. Ils représentent l'occasion de définir des solutions concrètes à échéance fixe, afin de réaliser les objectifs de l'Accord de Paris.

À ce titre, l'UNICEF exhorte les dirigeants, les gouvernements et le secteur privé à mettre en œuvre de toute urgence des interventions climatiques audacieuses, qui garantissent le respect du droit de chaque enfant à un environnement propre, sain et durable, en s'employant à :

- RÉDUIRE d'urgence leurs émissions et respecter leurs obligations prises au titre d'accords internationaux ambitieux sur la durabilité et les changements climatiques, en vue de juguler l'augmentation des températures.
- PROTÉGER la vie, la santé et le bien-être des enfants, ainsi que la résilience de leurs communautés, notamment en adaptant les services sociaux essentiels aux effets des changements climatiques, des catastrophes plus fréquentes et de la dégradation de l'environnement. Par exemple, tous les agents de santé pourraient être formés à la détection et au traitement du stress thermique, et les installations sanitaires et éducatives pourraient être conçues dans une optique de résilience face à la chaleur extrême.
- DOTER chaque enfant, tout au long de sa vie, des possibilités de développement, de l'éducation et des compétences qui lui permettront de défendre la cause environnementale.

« Les enfants ne réagissent pas à la hausse du thermomètre comme de petits adultes », explique Catherine Russell.

« Leur corps est bien plus vulnérable à la chaleur extrême. Leur température augmente plus vite, et ils ont besoin de plus de temps pour se rafraîchir. La chaleur extrême est particulièrement risquée pour les bébés, dont la fréquence cardiaque est plus élevée. Le réchauffement climatique est donc encore plus alarmant pour les enfants. »

« Les gouvernements doivent agir pour endiguer cette hausse des températures, et l'occasion qui se présente actuellement est sans pareille. À l'heure où ils élaborent leurs plans nationaux d'action climatique, et où ils ont la possibilité de prendre les mesures qui s'imposent, ils ne doivent pas perdre de vue l'héritage qu'ils laisseront aux enfants d'aujourd'hui. »

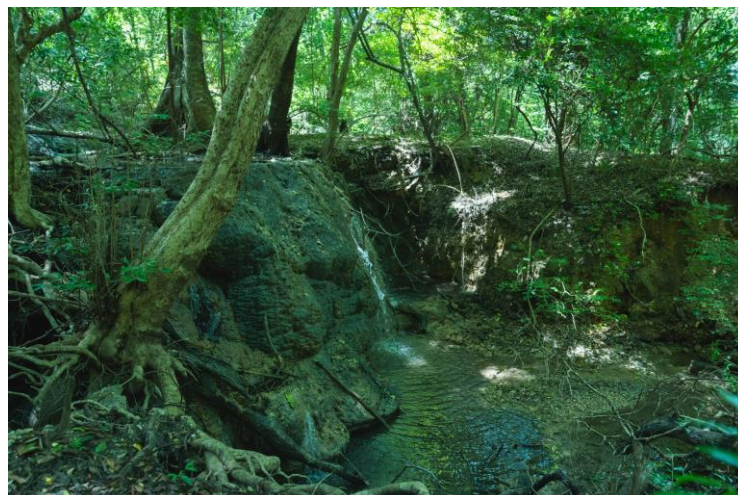


Karina Zarazafy (Madagascar) ; Émission de GES: L'inaction peut faire passer Madagascar du statut de puits à émetteur, d'ici 2030 ; Bleen Media, 14 août 2024.

Tag : Accord de Paris.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/emission-de-ges-linaction-peut-faire-passer-madagascar-du-statut-de-puits-a-emetteur-dici-2030/>

Les terres malgaches se dégradent à une si grande vitesse que si rien n'est fait, d'ici 2030, Madagascar passerait de pays puits de carbone à pays émetteur.



Alarmant

« Si rien n'est fait, Madagascar passera du statut de puits à émetteur d'ici 2030 ». D'autant plus qu'actuellement, près de 15,36% de la superficie de Madagascar, soit 9 015 846,173 ha, est sujette à la dégradation des terres. Le ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD), a tiré la sonnette d'alarme quant à cette situation de la Grande île. En effet, d'après ce département ministériel, malgré toutes les actions entreprises dans le cadre des engagements de l'État suivant les diverses conventions auxquelles il a adhéré, les risques sont encore élevés et la situation inquiétante. Conformément aux exigences de l'adhésion à l'Accord de Paris sur le climat, Madagascar s'est engagé à réduire de 28% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. En parallèle, il s'est également fixé comme objectif d'augmenter de 20% sa capacité d'absorption de ces GES. De même, en ce qui concerne la lutte contre la désertification, le pays s'est fixé comme objectif de restaurer 400 000 ha de paysages par an ainsi que de mettre en place 200 000 ha de parcelles d'agriculture durable d'ici 2025.

Évaluation en cours

Plusieurs actions, aussi bien en termes d'atténuation des effets du changement climatique que d'adaptation, ont été mises en œuvre depuis. Néanmoins, l'évaluation des impacts de ces derniers serait encore en cours.

Madagascar a en effet soumis, pour la première fois, sa Contribution déterminée au niveau national (CDN), le 21 septembre 2016. Soit, une année après l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat. Cette CDN présente ses engagements en matière de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux impacts du changement climatique. « Depuis, après chaque Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP), cette CDN est régulièrement mise à jour » nous explique un responsable au sein du ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD).

Ces problématiques sont intersectorielles. Y faire face exige « une réelle coordination des actions et un engagement de toutes les parties prenantes » ont estimé tous les intervenants lors d'une session de renforcement de capacités des médias, organisée par le ministère et ses partenaires, le 07 août dernier.



Checky Abuje (Kenya); Transparency and fair trade practices are key for africa energy transition ; Africa Science News, August 15, 2024.

Tag : UNCTAD, UNECA, UNEP.



The African continent has been urged to embrace transparency and Fair-Trade Practices as Key facets for a Just Energy Transition. This is according to Antonio Pedro, Deputy Executive Secretary United Nations Economic Commission for Africa.

Speaking at an African Consultative Webinar on Critical Energy Transition Minerals and the UN Global Framework on Just Energy Transitions in Addis Ababa Ethiopia Pedro reiterated the need for Africa to create a competitive mineral resources development environment that “allows it to ride the crest of mineral prices because technological developments, including those that create substitutes, are developing fast.”

“Among other strategies to enhance the domestic footprint of the Critical Energy Transition Minerals (CETMs) sector, African countries need to curb the export of unfinished mineral products through value addition and beneficiation to reap rewards at the higher end of the mineral value chains,” said Mr. Pedro.

The webinar was attended by officials and experts from governments, civil society, media, and other stakeholders from the region.

However, he noted the progress made by African countries to improve governance, despite challenges in areas such as taxation, value addition, and the strengthening of linkages, noting that the exploitation of minerals poses multifaceted environmental, social, and geopolitical challenges, especially to the third world countries.

“Africa has an abundance of cobalt, manganese, lithium, nickel, copper, graphite, and other minerals positions that are key players in shaping the future of clean energy supply and, with it, global sustainable development,” disclosed Pedro.

He re-emphasized the importance of a just and fair exploitation to generate sustainable jobs, diversify economies, and dramatically boost revenues which, can support development and transformation.

Presenting the work of the UN Secretary-General’s Group on Critical Minerals for the Energy Transition and the UN Global Framework on Just Transitions, Angela Kariuki, Legal Officer at the Law Division United Nations Environment Programme (UNEP), presented the UN’s efforts to support countries in transitioning to critical energy minerals through a just transition framework which aims to minimize environmental and social risks while harnessing the economic potentials of these resources.

She said Key principles of the framework include assessing and managing nature and social-related risks, protecting local communities and promoting circularity in value chains, and emphasizing the importance of protecting people and the planet through these efforts.

Clovis Freire, Economic Affairs Officer at the Division on Technology and Logistics of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) also stressed the importance of transparency and fair-trade practices for a just energy transition.

“Trust is crucial for a successful transition and there is a need for communication and collaboration among stakeholders,” he said.

In his presentation on the Regional context of the UN’s work in the extractive industries sector, John Sloan Economic Affairs Officer, ECA emphasized the potential of mineral-based development for economic transformation in Africa, highlighting the region’s vast mineral endowments and the need for value addition and job creation in mining industry.

He called upon the private sector, governments, and civil societies to revisit incentives for job creation in sectors like manufacturing and the need to address the need for global policy stability given rapid technology changes.

“There is a need to focus on mineral-based development in Africa focusing on value addition and economic transformation,” said Mr. Sloan.

He highlighted that ECA is working with partners to support specific initiatives on battery and battery component manufacturing in DRC and Zambia.

Nellie Mutemeri, University of the Witwatersrand said sustainable mining practices for critical energy transition minerals in Africa should focus on artisanal and small-scale mining sectors.

He noted that artisanal and small-scale mining in Africa provides vital livelihoods for millions, particularly women and youth. However, challenges persist including a lack of transparency and accountability in chains leading to unequal benefit sharing and negative impacts on vulnerable groups.

Gloria Magombo, Permanent Secretary for Energy and Energy Development, Ministry of Energy and Energy Development, Zimbabwe emphasized the importance of value addition before exports citing the need for mandatory value addition to ensure maximum benefit from mineral resources.

She reiterated the importance of value addition to maximize the benefit of mineral resources. Her sentiment was echoed by Moses Tshetlane, Director, Mineral Affairs Division, Ministry of Minerals and Energy, Botswana who said regional cooperation is crucial in addressing climate change, particularly in developing carbon sinks and funding university research in Africa to advance clean energy access.

"Countries must adopt policies with tangible targets to meet the threshold for clean energy access. Emphasis should be placed on the need for collective action to address this global challenge," he said.



Agnes Oloo (Kenya) ; Raila to address Pan-African green climate financing conference in Nairobi ; Citizen Digital, August 21, 2024.

Tag : African Union Commission.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/raila-to-address-pan-african-green-climate-financing-conference-in-nairobi-n348151>



The Africa Green Climate Finance National Designated Authorities Network (AfDAN), in conjunction with Building Climate Resilience of the Urban Poor (BCRUP) secretariat and led by the Government of Kenya, will on Thursday convene in Nairobi for a two-day stakeholders consultative conference.

The conference is expected to forge strategies to access climate finance, with Africa Union Commission (AUC) Chairperson candidate Raila Odinga set to make the key note address.

Urbanization has been blamed on priority as one of the human informed causes for climate change which leave devastating effects in the ecosystem posing dilemma to the investing industries.

African countries contribute less than 4% to the global total of harmful gases in the earth's atmosphere that traps heat. The developing countries unfortunately bear the brunt of climate change impacts.

The continent, therefore, with its little resources, is forced to respond to the impacts at the scale of the consequences that are further set to be compounded if urgent action and necessary support are not urgently scaled.

Climate experts maintain that the low level of climate financing in Africa has remained a key stumbling block to progress in finding and implementing strategies to curb the crisis of climate change effects.

They further hold that climate change is impeding Africa's long-term sustainable developments and poses an immediate threat to its people, creating conflict, and destroying livelihoods hence the need to be cushioned with availability of finances.

The outcomes of both climate change technical and political negotiation processes across the globe echoed milestones on climate justice for the African continent, and support the move by African countries under a coordinated platform to champion the need for increased mobilization of climate finance for locally-led climate actions and advocate for ambitious financial commitments to support local actions in the continent.

AfDAN, an African green finance basket, was officially launched during the 27th Conference of Parties on climate change (COP 27) held in Sharm El Sheikh, Egypt in 2022, to serve as a Pan African-Climate Finance Network access point to support climate actions at country levels.

The funds' pool got blessings from various parties including Bilateral and Multi-Lateral Development Partners to accelerate mobilization and ease of access to flows of climate finances in a predictable scale and sustainable manner to support locally-led adaptation and mitigation actions in rural and urban areas in equal measure.

The African Union in its 37th Ordinary Session in February 2024, in Addis Ababa, Ethiopia acknowledged the role played by (AfDAN) in bringing African countries together to build capacity to accelerate ease of access, and enhanced mobilization of climate finance at scale, especially for adaptation and resilience building at the local level.



Halili Letea (Tanzania) ; New PPE Initiative Launched in Kenya to Safeguard Farmers from Pesticide Exposure ; Habitat Media, August 21, 2024.

Tag : ISO.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/new-ppe-initiative-launched-in-kenya-to-safeguard-farmers-from-pesticide-exposure/>



Nairobi. Kenya has introduced a new range of cost-effective and comfortable personal protective clothing, essential for safe crop protection handling. This new protective gear was launched on Wednesday, August 21, 2024, by Kenya's Pest Control Products Board (PCPB) in collaboration with the International Centre for Personal Protective Equipment (ICPPE) at the University of Maryland Eastern Shore, along with BASF and Syngenta.

The launch followed a comprehensive study involving over 110 farmers who provided feedback on key aspects such as comfort, durability, and color preferences.

With an alarming 44% of the world's 860 million farmers experiencing pesticide-related poisoning, stakeholders are intensifying efforts to combat these dangers.

A 2020 report by the National Center for Biotechnology Information (NCBI) in the United States highlighted the inadequate use of protective gear as a major contributor to pesticide poisoning, with farmers in South Asia, Southeast Asia, and East Africa being the most affected.



Africa's First ISO-Certified PPE for Women

In response, the new protective clothing has been introduced in East Africa to mitigate the harmful effects of pesticide exposure on farmers. Fredrick Muchiri, the Chief Executive Officer

of Kenya's Pest Control Products Board, emphasized during the launch that this initiative is a result of collaboration between PCPB, ICPPE, BASF, and Syngenta.

"The development of this protective clothing was driven by the urgent need to protect farmers' health as they handle pesticides in the field," Muchiri said.

Before its official launch, the clothing was tested by farmers across Kenya, who provided valuable feedback on its design and functionality.

"The use of pesticides must adhere to strict safety measures, including the proper use of Personal Protective Equipment (PPE). As the regulatory body for pest control products in Kenya, we are committed to ensuring that PPE used in our country meets the highest standards, is affordable, and is readily available in our markets," Muchiri added.



Africa's First ISO-Certified Personal Protective Clothing Produced in Kenya

He further highlighted the significance of PPE in sustainable farming, noting that the use of this new protective clothing helps farmers achieve better yields without compromising their health. The ISO-certified protective gear is made from breathable and reusable textile materials.

Gift Mbaya, Regional Head of Agriculture Solutions at BASF East Africa, pointed out that investing in protective clothing not only safeguards farmers' health but also protects the wider

community. “By investing in personal protective clothing, we are ensuring a sustainable and responsible future for the communities we serve,” Mbaya stated.

Anugrah Shaw, Coordinator of the ICPPE initiative, acknowledged that some farmers are reluctant to wear protective clothing due to concerns about heat and discomfort. However, the new gear is designed to address these concerns by balancing protection with comfort.

Given Mudenda, Business Area Head for East and Southern Africa, emphasized the importance of this initiative in ensuring the safety of farmers and farm workers.

“We are proud to be associated with the launch of the first Kenyan-made certified personal protective clothing. This innovative garment promotes responsible crop protection practices and fosters a safety culture among farmers and operators across the country and potentially beyond. Every farmer deserves access to quality protective gear, enabling them to work sustainably,” Mudenda said.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi: La Tanzanie élue nouveau Président ; Bleen Media, 22 août 2024.

Tag : Convention de Nairobi, COP 11.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/convention-de-nairobi-la-tanzanie-elue-nouveau-president/>

La Tanzanie est le nouveau Président de la Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur de Milieu Marin et Côtier de l'Océan Indien Occidental (OIO) pour les deux prochaines années.



Madagascar passe la main à la Tanzanie à la présidence de la Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur du Milieu Marin et Côtier de l'Océan Indien

Occidental (OIO). L'élection du nouveau Bureau a été effectuée le dernier jour de la Onzième Conférence des Parties (COP 11) à cette convention.

Proposée par la délégation Kenyane et soutenue par la délégation Mauricienne, la nouvelle présidence de la Tanzanie a été votée à l'unanimité lors de cette réunion des Chefs de délégation des Parties contractantes à la Convention. Les autres membres du nouveau bureau ont également été élus à l'unanimité par les délégations.

Ainsi, à la vice-présidence en charge du Programme de travail pour les deux prochaines années, il y a l'Île Maurice qui a été proposée par la délégation Somalienne et soutenue par les Seychelles. A la vice-présidence en charge de la mobilisation des ressources, il y a l'Afrique du Sud qui a été proposée par les Comores et soutenue par la délégation Mozambicaine. Et Madagascar a quant à lui proposé la Somalie à la vice-présidence en charge de la Coordination. Une candidature soutenue par l'Afrique du Sud et qui a également été votée à l'unanimité par l'assistance. En tant que Président sortant, Madagascar s'est vu obligatoirement attribué le rôle de Rapporteur.



Agnes Oloo (Kenya) ; Raila criticizes 'ineffectiveness' of global climate negotiations ; Citizen Digital, August 22, 2024.

Tag : African Union Commission, UNFCCC.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/raila-criticizes-ineffectiveness-of-global-climate-negotiations-n348219>



Raila Odinga addresses the Pan-African green climate financing conference in Nairobi on August 22, 2024.

African Union Commission (AUC) Chairmanship candidate Raila Odinga has voiced concerns about the ongoing ineffectiveness of global climate negotiations.

Speaking at the launch of a stakeholders' meeting for the Africa Green Climate Finance National Designated Authorities Network (AfDAN) and Building Climate Resilience of the Urban Poor (BCRUP) focal points from select African countries in Nairobi, Odinga emphasized the need for more intentional and results-oriented negotiations.

Despite nearly three decades of the Conference of the Parties (COP) engaging developed and developing countries in climate discussions, Odinga noted a persistent lack of significant progress. He highlighted the frustrations faced by African negotiators, who often encounter unfulfilled promises and unproductive dialogue with their developed country counterparts.

In his address to the Pan-African Green Climate financing conference, Odinga called for reforms in how African countries participate in climate negotiations and urged stakeholders to support these changes should he become the AUC Chair.

“To address the devastating impacts of climate change, we cannot continue with a Business-as-Usual approach,” Odinga stated. “It is crucial that we change the rules of the game, and I strongly believe that AfDAN is a key player in this transformation. AfDAN, therefore, has a critical role in supporting the African Union Commission’s commitment to climate action.”

Odinga also criticized climate change offenders for their empty rhetoric and lack of implementation of agreed solutions. He urged African nations to unite and hold these offenders accountable.

“Africa is a victim, not the perpetrator,” he said. “For instance, Kenya has faced severe flooding this year. Offenders attend climate conferences and make lofty promises without delivering results. We need a mechanism to hold them accountable. Their repeated failures to honor their commitments must be addressed. If elected, I aim to use my position to change this narrative.”

The Conference of the Parties has been held annually for nearly 30 years since the Rio Summit and the launch of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). The COP brings together member countries to set ambitions, allocate responsibilities, and evaluate climate measures.

In response to the need for increased climate finance, African countries established the Africa Green Climate Finance National Designated Authorities Network (AfDAN) to mobilize and expedite access to climate funding for the continent.



Boris Ngounou (Cameroun) ; La CEA renforce l'Égypte pour une gestion durable de la dette ; Environnementales, 22 août 2024.

Tag : CEA-ONU, ECOSOC.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/la-cea-renforce-legypte-pour-une-gestion-durable-de-la-dette/>



La Commission Économique pour l'Afrique (CEA) a récemment achevé une mission essentielle en Égypte, représentant un tournant significatif pour la finance durable et la gestion de la dette dans le pays. Cette visite de cinq jours, réalisée dans le cadre du programme « Renforcer la résilience budgétaire et la finance durable en Égypte », a été l'occasion de discussions approfondies avec des responsables égyptiens de haut niveau.

Dirigée par Adam B. Elhiraika, Directeur de la CEA pour l'Afrique du Nord, la mission a ciblé trois objectifs principaux. Tout d'abord, la création d'une base de données complète sur la dette

publique a été discutée pour permettre une gestion plus transparente et efficace. Ensuite, les discussions ont porté sur le développement de nouveaux produits financiers durables, intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Enfin, la mission a visé à améliorer l'efficacité de l'Unité de Gestion de la Dette en proposant des recommandations techniques et en adoptant des meilleures pratiques internationales.

La délégation de la CEA a rencontré des figures clés telles que Ghadeer Hegazi, Vice-ministre au ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, Magda Ghoneim, Vice-gouverneure de la Banque centrale d'Égypte, Rasha Abdelal, Commissaire à l'Autorité fiscale égyptienne (ETA), et Mae Adel, Conseillère du ministre et Cheffe de l'Unité de Gestion de la Dette au ministère des Finances. Ces rencontres ont permis de cerner les besoins spécifiques de l'Égypte et de définir les modalités d'un soutien adapté par la CEA.

Cette mission s'inscrit dans une approche plus large visant à améliorer la gestion de la dette publique à travers l'Afrique. L'objectif est de renforcer les capacités d'endettement des pays africains en assurant l'accès à des financements durables et abordables, tout en réduisant le fardeau de la dette et en établissant des systèmes rigoureux de contrôle. La CEA propose ainsi une assistance technique détaillée, comprenant des diagnostics et des formations, ainsi qu'un conseil intégré et des outils de gestion pour optimiser la gestion de la dette.

Créée en 1958 par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), la Commission Économique pour l'Afrique (CEA) est l'une des cinq commissions régionales de l'ONU. Avec ses 54 États membres, elle œuvre pour le développement économique et social de la région, favorisant l'intégration régionale et la coopération internationale pour un développement durable et inclusif.

La mission récente en Égypte marque un pas significatif vers une meilleure gestion des finances publiques, visant à renforcer la résilience économique du pays et à atteindre des objectifs de développement durable ambitieux.



**Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP 11 à la Convention de Nairobi :
Vers une économie bleue régionale durable et inclusive ; Bleen Media,
22 août 2024.**

Tag : BAJN, CMB, Convention de Nairobi, COP 11, PNUE.

Pour accéder : <https://www.bleenmada.com/cop-11-a-la-convention-de-nairobi-vers-une-economie-bleue-regionale-durable-et-inclusive/>

La COP 11 à la Convention de Nairobi, accueillie par Madagascar, annonce un nouveau Programme de travail intégré pour la période 2025-2028. L'objectif étant de soutenir une économie bleue régionale durable et inclusive.



La 11ème Conférence des parties (COP 11) à la Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l’océan indien occidental (OIO) se tient actuellement au CCI Ivato-Antananarivo, Madagascar. Le nouveau programme de travail ainsi que le budget de la Convention pour la période 2025-2028 ont été au centre des discussions durant les deux premiers jours.

Le coup d’envoi de la COP11 à la Convention de Nairobi a été donné le 20 août à Antananarivo, Madagascar. Si la première journée a été dédiée aux divers partenaires, la deuxième a rassemblé tous les points focaux nationaux. Mais durant ces deux premiers jours, les discussions tournaient autour du Programme de Travail 2025-2028 ainsi que du budget y afférent. Sans oublier les concertations autour des projets de décisions à soumettre à l’examen des Parties contractantes à cette Onzième Conférence des Parties. Des propositions qui feront d’ailleurs l’objet d’une discussion et d’une validation lors de la réunion de haut niveau prévue ce 22 août 2024. Sachant que la Conférence des Parties (COP) est l’organe décisionnel suprême de la Convention « où les mesures de conservation régionales, les politiques habilitantes, les options de gestion, les stratégies et les voies de développement durable sont convenues pour la mise en œuvre continue de la Convention et de ses Protocoles ».

S’attaquer aux menaces actuelles et émergentes

« Le Programme de Travail 2025-2028 vise à renforcer l’efficacité de la Convention de Nairobi à appuyer la conservation et la gestion des écosystèmes marins et côtiers de la région et de la biodiversité associée en s’attaquant aux menaces actuelles et émergentes. » Ce projet de Programme sera soumis à l’examen et parties contractantes ce jour. Il tient compte « des questions émergentes qui ont besoin d’un appui catalytique dans la Région de l’Océan Indien Occidentale ». A l’exemple de la poursuite des efforts visant à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l’Objectif 14 sur les océans. Il prend également en considération les négociations actuelles en vue d’un traité contraignant sur la lutte contre la pollution par les plastiques, le Traité de 2023 sur la Biodiversité Au-delà des Juridictions Nationales (BAJN), ou encore le Cadre Mondial pour la Biodiversité (CMB) de 2022 et ses 30% de zones protégées d’ici 2030.

Il convient de noter que le Programme de Travail sert d'outil au Secrétariat et aux partenaires collaborateurs « pour catalyser le changement dans la gestion de l'environnement marin et côtier dans les pays qui sont Parties Contractantes à la Convention de Nairobi ». Les grandes lignes du concept et du processus de l'élaboration de ce nouveau programme intégré pour la période 2025-2028 ont déjà été approuvé par les Points focaux nationaux en Novembre 2022, lors d'une réunion à Madagascar. Le programme a par la suite été présenté et approuvé lors des réunions du Bureau et des Points Focaux, tenues en mars 2024 à Mombasa au Kenya, et à Durban – Afrique du Sud. Ce, en vue de pouvoir être examiné par la COP 11.

Cinq piliers

Comme stipulé dans le projet de programme publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le programme intégré proposé suit l'élan actuel dans la région et dans le monde vers des trajectoires durables de l'économie bleue, avec l'intégration intersectorielle comme fondement. Dans ce sens, il repose sur les cinq (5) éléments clés que sont « l'amélioration de la gouvernance intégrée des océans soutenue par la coopération régionale », « l'amélioration de la planification par zone étayée par une approche écosystémique de la gestion intégrée des océans », « l'amélioration de la qualité de l'environnement soutenue par une approche de la source à la mer et des techniques innovantes », « l'amélioration de la conservation de la biodiversité grâce à une planification par zone et à des approches innovantes de la restauration et de la gestion des habitats », et « l'amélioration de la coordination régionale, de la collaboration et de la gestion des connaissances ». En effet, toutes les activités qui seront soutenues ou entreprises par la Convention de Nairobi pour cette nouvelle période seront conçues dans le but de renforcer le rôle de la Convention en tant que plateforme de promotion de la collaboration et des synergies, ainsi que de coordination de la mise en œuvre d'initiatives régionales pour la protection de l'environnement marin et côtier.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Society for AIDS in Africa Calls for Urgent Free Access to Monkeypox vaccine for High Risk African Countries ; Pan African Visions, August 23, 2024.

Tag : Africa CDC, WHO.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/08/society-for-aids-in-africa-calls-for-urgent-free-access-to-monkeypox-vaccine-for-high-risk-african-countries/>



The Society for AIDS in Africa (SAA), a leading pan-African non-governmental organization and the organizers of the International Conference on AIDS and STIs in Africa (ICASA), has issued an urgent statement following the declarations of monkeypox outbreaks as a Public Health Emergency by the Africa Centers for Disease Control and Prevention (Africa CDC) and the World Health Organization (WHO).

The SAA says that it recognizes the gravity of the situation and expresses its full support for the swift actions taken by both the Africa CDC and WHO to address the growing threat posed by the monkeypox virus across the continent.

They say that the declaration of monkeypox as a Public Health Emergency of Continental Security by Africa CDC and subsequently as a Public Health Emergency of International Concern by WHO, underscores the urgent need for coordinated efforts to prevent further spread and mitigate the impact of the disease.

‘As an organization dedicated to combating HIV/AIDS, other STIs and viral emergent diseases the SAA emphasizes the importance of integrating monkeypox response strategies into existing public health frameworks. The ongoing experience in managing the HIV/AIDS epidemic has equipped African nations with valuable expertise that can be leveraged to tackle the monkeypox outbreak. The SAA calls for strengthened surveillance, reinforced infection prevention and control measures, enhanced laboratory capacities, and the mobilization of resources to support timely diagnosis, treatment, and vaccination efforts where applicable,’ SAA said.

The SAA said that it also urges governments, health institutions and civil society organizations to prioritize community engagement and public education campaigns to combat misinformation and stigma associated with monkeypox.

‘It is essential that vulnerable populations, including people living with HIV, children and key populations, especially those with large sexual networks receive priority attention and support during this period of heightened risk,’ SAA said.

SAA has called upon international partners and donors to provide the necessary financial and technical assistance to support Africa's response to the monkeypox outbreak especially with the access to treatment and vaccines. Global solidarity and cooperation are vital to ensuring that the continent is adequately prepared to address this public health challenge and prevent further loss of life, and the SAA is calling for urgent free access to monkeypox vaccine to the African countries highly at risk.

The SAA said that it remains committed to working closely with all stakeholders to develop and implement comprehensive response strategies that safeguard the health and well-being of communities across Africa. In light of the upcoming ICASA 2025 conference, the SAA will ensure that monkeypox and its implications are thoroughly discussed, with the aim of fostering collaboration and innovation in addressing this and other emerging public health threats.

SAHELIE.N.COM

Le premier site d'actualité au Sahel

Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; La crise énergétique au Niger : la solution entre les mains des décideurs ; Le Sahélien, 24 août 2024.

Tag : AFD, CEDEAO.

Pour accéder à l'article : <https://sahelien.com/la-crise-energetique-au-niger-la-solution-entre-les-mains-des-decideurs/>



NIGELEC / Centrale de Niamey / Image Sahelien.com

Le Niger dispose de potentialités énergétiques (soleil, vent, eau et charbon) inexploitées pour couvrir son besoin en électricité. Selon le Programme de résilience pour la sauvegarde de la patrie (PRSP) élaboré en Janvier 2024, « l'offre totale de l'énergie électrique est passée de 1330,53 GWhs en 2021 (dont 1037 GWh importée) à 1721GWh en 2022. »

Selon un rapport de la Nigelec – seul fournisseur du pays -, en 2022, 70% de la part d'électricité au Niger provenait de l'achat à la société nigériane Mainstream. L'électricité est produite par le barrage de Kainji (ouest du Nigeria).

Les sanctions de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ayant frappé le Niger après le renversement du président Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023, sont l'un des facteurs révélateurs de la dépendance du pays en énergie électrique.

Le Nigeria, fournisseur principal d'électricité du Niger, a coupé son approvisionnement le 2 août 2023. C'est l'une des mesures prises par la CEDEAO exécutée par le Nigeria en guise de sanctions après le coup d'Etat. Les grandes villes du pays étaient plongées dans une coupure intempestive d'électricité. Dans la capitale Niamey, les coupures duraient en moyenne plus de 8 heures de temps. Les longues et imprévisibles interruptions d'électricité ont frappé de plein fouet les ménages, l'économie et durement affecté les hôpitaux.

Suite à la levée des sanctions, au début du mois de mars, la ligne électrique haute tension du Nigeria a été reconnectée au réseau de la Société nigérienne d'électricité (Nigelec).

La Nigelec, la pièce maîtresse de la distribution d'électricité au Niger

Créée en septembre 1968, la Nigelec est une Société anonyme d'économie mixte, assurant le transport, la production et la distribution de l'énergie électrique au Niger. Son capital social est de plus de 76 milliards de FCFA et est détenu à 99,38% par l'Etat. Le reste est réparti entre le personnel de la Nigelec, les mairies de Zinder, Maradi, Tahoua et Niamey, l'AFD, la BIA Niger et la SONIBANK.

Le nombre d'abonnés (au moment de la rédaction de ces lignes) est estimé à 768.000 répartis dans plus 180 communes du pays. En 2022, le taux d'accès national à l'électricité au Niger est de 20% et dans les zones rurales, il est de 3,4%, selon le PRSP.

La Nigelec produit et distribue l'électricité à travers la Société nigérienne de charbon (SONICHAR) qui lui fournit 36 Mw. On compte ensuite « 110 petits groupes électrogènes » qui facilitent l'accès à l'électricité dans plusieurs localités du pays indique le Professeur Albert Wright, président du Conseil d'administration de la Nigelec. A cela, s'ajoute la centrale photovoltaïque de Gorou Banda qui produit 30MWc. La Société de raffinage de Zinder SORAZ contribue aussi à la livraison de l'électricité au Niger à travers le projet des lignes 132 KV Maradi –Malbaza et Zinder.

Le compteur prépayé, les taxes : le calvaire des abonnés

La prestation de services de la Nigelec est de plus en décriée par ses abonnés en raison notamment de la « cherté du prix de l'électricité. »

Selon une décision gouvernementale s'appuyant sur le décret portant approbation de la méthodologie tarifaire et de la structure des tarifs applicables aux usagers finaux du service public de l'énergie électrique fournie par la Société nigérienne d'électricité (NIGELEC), initialement adoptée en 2017 pour une période de cinq ans et prorogée une première fois en 2022, pour un an. Suivant ce texte, le tarif social de l'électricité, pour une consommation en basse tension (entre 0 et 50 kWh), est fixé à 59,45 francs CFA (0,098 dollar) le kilowattheure. Il est grevé d'une charge fixe mensuelle de 250 francs CFA (0,41 dollar).

Pour Abdoulaye Gali, habitant de Zinder, « le compteur prépayé est bien profitable puisque la personne n'a pas besoin de faire la queue pour payer son électricité. Ensuite, c'est pour moi, c'est un mois sûr pour maîtriser ma consommation. Mais, c'est très cher. Pendant le mois de ramadan, j'ai dépensé plus de 100 000 FCFA. »

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=GFyqSIJ-XEo>

Ibrahim Yahaya tailleur à Niamey partage le même avis qu'Abdoulaye. « Au début, on ne sent pas cette cherté de l'électricité à travers le compteur prépayé. Mais maintenant, c'est plus cher qu'avant. En 20 jours, je dépense en moyenne 10 000 FCFA pour l'électricité. »

Depuis l'introduction du compteur prépayé, « la Nigelec a carrément supprimé l'ancien compteur. Elle s'est rendue compte que l'ancien compteur est plus avantageux pour les

citoyens car il ne comporte pas de taxes qui existent dans le nouveau », pense Abdoul Aziz Mourtala, un autre habitant.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=47l6nnhWtBQ>

Les consommateurs doivent obligatoirement payer plusieurs taxes qui figurent sur la facture de la Nigelec. C'est le cas de la taxe d'habitation, la redevance ORTN (Office de radiodiffusion télévision du Niger) et bien d'autres.

Chaque abonné ayant le compteur prépayé est tenu de payer la somme de 1500F chaque mois comme frais de location du compteur. « On ne peut pas accepter de payer la location de quelque chose qui loge dans ta maison et qui ne te sert à rien », déplore Amadou Dan Kori, acteur de la société civile.

Les potentialités...

Le Niger fait partie des pays les plus ensoleillés au monde avec une durée moyenne d'ensoleillement de 8 heures par jour. Cela représente un potentiel pour la production d'électricité pour combler le déficit énergétique. Le pays dispose aussi de potentiel éolien et hydroélectrique exploitable.

Selon PRSP, le Niger « dispose également de réserves de charbon (90 millions de tonnes) susceptibles d'être exploitées pour la production d'électricité, dont 70 millions de tonnes sur le site de Salkadamna dans la région de Tahoua, 18 millions de tonnes à Anou Araren et d'importants gisements sur le site de Solomi dans la région de d'Agadez ».

Les limites

La mise à profit de toutes ces potentialités est parsemée de défis. Selon le Professeur Wright, pour réaliser un projet éolien, « il faut obligatoirement du vent qui souffle en continu. Mais au Niger, il y a des moments où le vent ne souffle pas partout. Donc, il y a lieu de réaliser des prospections pour identifier des endroits où le vent souffle en permanence avec au moins 5 m/s. Car, la production de l'électricité par le biais de l'énergie éolienne exige un vent fort qui tourne efficacement les pales. Mais au Niger, nous n'avons pas assez de vent pour l'exploiter afin de produire l'électricité ».

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=arhFLELJHDE>

En ce qui concerne le projet solaire, le problème de ressources humaines et le manque de volonté des décideurs constituent ses limites. « Sous l'étoile de Abdou Moumouni, nous étions trois scientifiques dans le domaine, il en faut beaucoup » pour réaliser le projet solaire explique-t-il.

Et d'ajouter que « malheureusement, la production de l'électricité à l'aide des photovoltaïques requiert le stockage de l'énergie pour le besoin nocturne ».

Un autre défi des énergies éolienne, hydraulique et solaire au Niger est que « le manque d'infrastructures de production et de distribution limite la capacité d'exploiter pleinement les ressources renouvelables », souligne Mohamed Ousmane Sidi, spécialiste des énergies renouvelables. On note également la variabilité des ressources expliquant « la dépendance des énergies renouvelables aux conditions météorologiques entraînant des productions intermittentes », explique M. Sidi.

Pour une indépendance énergétique adéquate, « le Niger doit signer des accords externes dans un partenariat gagnant-gagnant » propose Mourtala Abdoul Aziz, défenseur des droits des consommateurs.

Des pistes à explorer...

La centrale thermodynamique ou à concentration solaire est différente d'une centrale photovoltaïque. Elle utilise des miroirs placés à tête d'une tour pour concentrer la chaleur du soleil afin de générer une énergie propre et renouvelable »,

Pour le Niger qui est en quête de l'indépendance énergétique, le Professeur Wright, un des pionniers contributeurs de cette technologie indique que cette centrale peut-être une « opportunité de produire un courant électrique pas cher. »

En effet, « le Maroc qui a déjà réalisé trois centrales thermodynamiques a affirmé que la mise en place des centrales solaire à concentration leur a permis de baisser le prix de revient à 70F CFA le kilowattheure » avance le Professeur. A Niamey, le coût moyen du kilowattheure dans

une famille aisée peut avoisiner 140 francs CFA par kWh alors que la Nigelec achète le kWh auprès du Nigeria à 27 francs CFA, confie une source à la Nigelec.

Le nucléaire : une solution aux risques élevés

Vu ses potentialités en uranium, le programme électronucléaire du Niger, « a prévu la construction et l'exploitation à l'horizon 2035 d'une centrale nucléaire d'une capacité de 2000 MW par approche flottante. L'énergie nucléaire est puissante. Un gramme d'uranium correspond à des tonnes de charbon ou de pétrole », déclare le Professeur.

Selon ses explications, « le problème de la centrale nucléaire se situe dans la non maîtrise de la gestion des déchets et le niveau du savoir technologique. De mon point de vue, l'environnement technologique n'est pas mieux. Un déchet radioactif reste actif pendant de milliers d'années. Il faut le refroidir et le restocker. »

De loin, beaucoup voient l'énergie nucléaire moins cher alors que « la gestion du déchet n'est pas incluse dans l'évaluation du coût de revient de prix de kWh produit par l'atome. »

L'hydrogène vert une alternative

L'hydrogène vert est un gaz produit à partir des énergies renouvelables telles que le soleil, le vent et l'eau. « Il est une réponse aux problèmes d'électricité au Niger. Car il offre une solution durable pour améliorer l'accès à l'électricité et renforce l'indépendance énergétique au Niger », déclare Sidi Ousmane Mohamed spécialiste des énergies renouvelables, porteur du projet hydrogène vert au Niger.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=JB44volwh5M>

Il avance que « l'hydrogène vert permet de stocker l'énergie produit par des sources d'énergies comme le solaire et l'éolien. Cela va compenser leurs intermittences et assure une fourniture d'électricité continue. »

Mais l'hydrogène vert se caractérise par la cherté du coût de sa production. « Car ses infrastructures, son stockage et son système de distribution nécessite des investissements

conséquents », avance Sidi Ousmane. « Malgré les limites, l'hydrogène vert reste une solution prometteuse pour la transition énergétique au Niger », conclut le spécialiste.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Le Burkina Faso intègre la Budgétisation sensible au dividende démographique dans son budget 2025 ; Environnementales, 24 août 2024.

Tag : CEA-ONU.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/le-burkina-faso-integre-la-budgetisation-sensible-au-dividende-demographique-dans-son-budget-2025/>



Le Burkina Faso prend un tournant stratégique dans sa planification budgétaire en intégrant la Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD) pour l'exercice 2025. Un dialogue national avec les parlementaires et les décideurs politiques, organisé du 26 au 27 août 2024 à Ouagadougou, marque une étape clé dans la capture du dividende démographique pour un développement durable et inclusif.

Le Burkina Faso a décidé d'inscrire la Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD) comme une priorité dans l'élaboration de son budget pour l'année 2025. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Union Africaine visant à tirer pleinement profit du dividende démographique, notamment en investissant massivement dans la jeunesse.

Un dialogue politique national se tient à Ouagadougou du 26 au 27 août 2024, réunissant les parlementaires et les décideurs politiques, pour discuter des résultats techniques obtenus par le Burkina Faso dans ce domaine. L'objectif est clair : sensibiliser les législateurs à l'importance d'un budget qui tienne compte des impératifs liés au dividende démographique.

Un taux de fécondité de 5,4 enfants par femme

Avec un taux de croissance démographique de 3% par an et un taux de fécondité de 5,4 enfants par femme, le Burkina Faso se trouve confronté à une population jeune, dont 45,3% ont moins de 15 ans. En 2022, l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) a également révélé que la population active (15-64 ans) représente 51,3% de la population totale, tandis que le rapport de dépendance démographique s'établit à 95%. Cela signifie que 100 adultes doivent prendre en charge 95 personnes dépendantes, majoritairement des jeunes de moins de 15 ans.

La budgétisation sensible au dividende démographique se concentre sur l'allocation efficace des ressources publiques vers les secteurs clés, notamment l'éducation, la santé, et la création d'emplois décents pour les jeunes. Il s'agit de répondre aux besoins pressants de cette jeune population tout en assurant un développement économique inclusif et durable.

Selon les acteurs impliqués, cette initiative permettrait d'améliorer l'examen du projet de loi des finances à travers le prisme du dividende démographique, et d'institutionnaliser cette approche dans le processus budgétaire.

Une budgétisation alignée sur les réalités démographiques

La mise en œuvre de cette feuille de route a déjà permis de renforcer les capacités des acteurs en charge de l'élaboration et de l'exécution budgétaire au Burkina Faso. Désormais, l'accent est mis sur l'opérationnalisation de la BSDD pour que le budget 2025 reflète cette volonté de capturer le dividende démographique.

Avec l'appui de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective, ce dialogue est une étape cruciale pour que le Burkina Faso puisse profiter pleinement des opportunités offertes par sa population jeune, en jetant les bases d'un avenir économique robuste et équitable.

Cette initiative, en phase avec les objectifs de développement durable du pays, souligne l'importance d'une budgétisation alignée sur les réalités démographiques pour un développement national durable.



Wallace Mawire (Zimbabwe); Cape to Cairo Railway Project to Enhance Connectivity Across Africa; Pan African Visions, August 27, 2024.

Tag : Afrexim Bank, IMF, World Bank.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/08/cape-to-cairo-railway-project-to-enhance-connectivity-across-africa/>



HH Prince Estifanos Matewos Chairman, African Royal Group of Companies (ARGC)

The African Royal Group of Companies is resurrecting the Cape-Cairo Rail Project with the support of The Southern African Railway Association (SARA) and regional railway operators in an initiative anticipated to transform trade and connectivity across the African continent.

This was revealed at a roundtable meeting with investors, on the sidelines of the 2024 Rail Conference and Exhibition.

The conglomerate's investment director, HIH Prince Estifanos, expressed optimism in the prospects of the project. "We are optimistic that the Cape to Cairo Railway will not only boost trade and integration but also reduce logistics costs for governments and stimulate economic growth across the continent."

"The investment will launch in Southern Africa, with plans to expand across the Regional Economic Communities (RECs) by December," said Prince Estifanos, Investment Director of the African Royal Group of Companies. The group is at the forefront of fostering bilateral trade, investment, and cooperation in infrastructure development across Africa, with a particular focus on the Cairo-Cape Town Corridor project. Through its trade and investment arm, the Africa Trade and Investment Center, the conglomerate is driving the financing and revival of the Cape to Cairo Railway Project.

The Johannesburg-based firm has been pivotal in securing the necessary agreements to propel the project forward, having signed three Memorandums of Understanding (MOUs) with key railway operators across the continent. Furthermore, they have successfully facilitated partnerships between regional railway operators and a diverse array of investors and financiers, drawing support from both international corporations and continental financial institutions.

The Cape to Cairo Railway Project, originally conceived in the late 19th century, aims to create a continuous rail link stretching from the southern tip of Africa to the northern reaches, greater intra-African trade and slashing logistics costs. The revival of this monumental project is set to transform Africa's transportation landscape by reducing reliance on road transport, which in turn is expected to lower carbon emissions, decrease road traffic accidents, and preserve road infrastructure.

His Imperial Highness Prince Estifanos Matewos emphasized the importance of welcoming investment to enhance rail systems across Africa. He revealed that major financial institutions, including the World Bank, the International Monetary Fund (IMF), and the African Export-Import Bank (AFREXIM), have expressed strong interest in funding the railway sector, and

successful partnerships with governments and private operators will bring the development and implementation of the railway projects across African states.

"We are optimistic that the Cape to Cairo Railway will not only remove barriers to trade and integration but also reduce logistics costs and create millions of jobs across the continent. "The investment will commence in Southern Africa, with plans to expand throughout the other Regional Economic Communities by December," said Prince Estifan



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Gene Bank ; UBC Radio, August 27 2024.

Tag : -.

To listen the report : https://drive.google.com/file/d/1A_-rpwYs64TMT37FV-WWJZBvSkXP2zq8/view

TalkAFRICA

Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenya Struggles to Achieve Two-Third Gender Principle 14 Years After 2010 Constitution ; Talk Africa, August 27, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://www.talkafrica.co.ke/kenya-struggles-to-achieve-two-third-gender-principle-14-years-after-2010-constitution/>



Prof Nancy Booker the Dean, Aga Khan Graduate School of Media and Communications (AKU) during the freedom Café

Nairobi, Kenya: Despite Kenya marking 14 years since the 2010 constitution was promulgated, attainment of the two-third gender principle as articulated in the constitution has not been achieved according to women-led civil society organizations.

Speaking on Friday during a freedom Café organized by the Friedrich Naumann Foundation (FNF) dubbed Fast-Tracking the 2/3 Gender Rule, Ann Ileri the Executive Director of the Federation of Women Lawyers (FIDA) Kenya said that many multiple attempts and Bills have been introduced in Parliament but still the 2/3 gender principle has not been achieved.

“This August is Katiba month as we usually call it, and we will be celebrating 14 years since the promulgation of the 2010 constitution, however, the gender principle is yet to be attained and there are lots of attempts that have been there in the past, we know to date we have had at least 11 different Bills being introduced in parliament and they have not been successful,” said Ireri.



Ireri the Executive Director the Federation of Women Lawyers (FIDA) Kenya during the freedom Café

Last year the head of state issued a memo to the Cabinet Secretary for gender outlining a roadmap for achieving the gender principle, but political will is now crucial according to Ireri.

“Kenyans are looking to the political parties, they are the ones with the biggest task of being able to at least nominate to be able to fill the threshold at the national assembly, we are sort of 50 women and we have seen it,” adds Ireri.

According to Ireri, the women of Kenya deserve accountability and this principle particularly needs the political players to come out and clearly articulate to the country the roadmap they have towards attaining that principle.

“We are optimistic that the women of Kenya have come a long way, starting with our trail blazers and we owe it to the girls and women who come after us to make sure we attain this,” reiterates Ireri.

Last year the head of state issued a memo to the Cabinet Secretary for gender outlining a roadmap for achieving the gender principle, but political will is now crucial according to Ireri.

“Kenyans are looking to the political parties, they are the ones with the biggest task of being able to at least nominate to be able to fill the threshold at the national assembly, we are sort of 50 women and we have seen it,” adds Ireri.

According to Ireri, the women of Kenya deserve accountability and this principle particularly needs the political players to come out and clearly articulate to the country the roadmap they have towards attaining that principle.

“We are optimistic that the women of Kenya have come a long way, starting with our trail blazers and we owe it to the girls and women who come after us to make sure we attain this,” reiterates Ireri.



Stefan Schott Project Director and Global Partnership Hub Director FNF, during the freedom Café

Ireri further says that there are no weak links but a reality we are facing as a country. “When it comes to other matters, we have been able to get a role for us to quickly amend and pass

legislation and be able to change laws in these countries, why then when it comes to the question of women, are we having all this derailment only to gender rule or is it a responsibility of the state?" Queried Ireri.

On her part, Queenter Mbori the Executive Director Association of Media Women in Kenya (AMWIK) said that as the call for gender representation is being rallied across all sectors, let all genders be represented in the decision-making positions.

"As we advocate for more representation of women, our aim is not just to increase numbers but to ensure that all genders are adequately represented in decision-making positions," said Mbori.

Stefan Schott Project Director and Global Partnership Hub Director FNF said that democracy cannot work when one part of the society is not fully represented. "Since 2010, parliament has not complied with the two-thirds gender principle, and this is basically unacceptable. We are happy that we can host this discussion today and make it possible for different groups of societies to speak up and address this topic," said Schott.

Prof Nancy Booker the Dean, of Aga Khan Graduate School of Media and Communications (AKU) emphasized the importance of data to show realities and challenges in achieving the gender principle. "As academic institutions are better placed to provide that data that then helps in promoting the decisions but also the policies that should guide the process," said Booker.

Booker also highlighted the need for media engagement training for women aspiring to political office. "We are a school of media and communications, it is also imperative for us to build capacity for journalists and those in media to be able to articulate what those challenges are," said Booker.

Mustapha Dumbuya the Deputy Director at Journalists for Human Rights (JHR) and the Deputy Director for African Programs on his part said that women are underrepresented in the media yet the media's role involves informing perceptions about identity, self-worth, and capability.

“Media has a role to play when it comes to issues around the two-gender rule, the media has a role to educate the public about what it actually means, because often, sadly the media has the power to have a conversation,” said Dumbuya.

He added that the media has a role in educating the public about the 2/3 gender rule and what it is all about. “This is about representation and giving an equal opportunity to everyone to have a chance and lead,” said Dumbuya. “The media needs to shift and move the conversations around accountability, the two-third gender rule is a constitutional provision which means parliament is obligated to meet it.”



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Climate Research in Uganda run on ; UBC Radio, August 28 2024.

Tag : -.

To listen the report : <https://drive.google.com/file/d/1kxU4JuCA5v7ooaoR-ABKBeaBS-O892z9/view>



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Convention de Nairobi – COP11 : cinq points clés à savoir ; Bleen media, 28 août 2024.

Tag : BAJN, Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, CMB, Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer sur la Conservation et l'Utilisation Durable de la Diversité Biologique Marine des Zones situées Au-delà de la Juridiction Nationale Convention de Nairobi, COP 11, UNEA-5.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/la-cop-11-en-cinq-points-cles/>

Voici les cinq (5) choses à savoir sur la Convention de Nairobi et la onzième Conférence des Parties (COP11) à cette Convention qui s'est tenue à Antananarivo-Madagascar les 20, 21 et 22 août derniers.



Madagascar a accueilli du 20 au 22 août dernier la onzième Conférence des Parties (COP11) à la Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur du Milieu Marin et

Côtier de l’Océan Indien Occidental (OIO). Mais qu’est-ce que la Convention de Nairobi et qu’y a-t-il à savoir sur cette onzième COP de Madagascar ? Bleen Mada vous les résume en 5 points.

1. La Convention de Nairobi et ses objectifs



La Convention de Nairobi sur la Protection, la Gestion et le Développement de l’Environnement Marin et Côtier a été adoptée en 1985. Elle implique dix pays africains : les Comores, la France, à travers La Réunion, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Afrique du Sud, Tanzanie et Kenya. Elle vise à protéger, à gérer et à développer l’environnement marin et côtier de la région Océan Indien Occidentale (OIO).

En ce sens, elle constitue le cadre de gouvernance régionale pour asseoir une gestion durable des océans dans la région. La Convention de Nairobi encourage la coopération régionale et la coordination des actions entre les pays membres et entend résoudre les problèmes

interdépendants de l'environnement côtier et marin, dont les enjeux nationaux et transfrontaliers.

Cette convention est structurée autour de quatre protocoles majeurs à savoir : la protection des espèces de faune et de flore marines sauvages, la coopération pour la lutte contre la pollution marine en cas d'urgence, la lutte contre la pollution marine due aux sources et activités terrestres et la gestion intégrée des zones côtières.

2. La COP11 de Madagascar



La Conférence des Parties (COP) est l'organe suprême de décision. Elle définit les politiques, les stratégies de protection et de gestion, et assure le suivi des engagements pour la mise en œuvre de la convention.

La onzième Conférence des Parties (COP11) s'inscrit dans un cadre de politiques mondiales récentes, telles que la poursuite des efforts visant à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'Objectif 14 sur les océans, l'appui aux négociations en cours en vue d'un traité contraignant sur la lutte contre la pollution par les plastiques, le Traité des Hautes Mers, le Traité de 2023 sur la Biodiversité Au-delà des Juridictions Nationales (BAJN) (y compris l'application d'outils de gestion par zone dans les zones économiques exclusives et les

zones adjacentes) et le Cadre Mondial pour la Biodiversité (CMB) de 2022 et ses 30% de zones protégées d'ici 2030.

La COP11 a examiné les progrès réalisés et a adopté un nouveau programme de travail pour 2025-2028. Le bilan a mis l'accent sur les mesures de conservation, la gestion des déchets et la lutte contre le changement climatique. Elle a vu l'adoption de seize (16) décisions :

- Approbation du programme régional intégré 2025-2035 et du programme de travail pour 2025-2028
- Adoption des « questions financières »
- Contribution à l'entrée en vigueur de l'Accord au titre de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer sur la Conservation et l'Utilisation Durable de la Diversité Biologique Marine des Zones situées Au-delà de la Juridiction Nationale, de la lutte contre la pollution par les matières plastiques
- Mise en œuvre du Cadre Mondial de Kunming-Montréal pour la Biodiversité
- Stratégie Régionale de Gouvernance des Océans pour la région de l'Océan Indien Occidental
- Stratégie de Gestion de l'Information pour la région de l'Océan Indien Occidental
- Renforcement de l'interface « de la Science à la politique »
- Ratification de la Convention de Nairobi Amendée et de ses Protocoles
- Intégration des préoccupations liées au changement climatique dans la protection de la biodiversité marine
- Conservation, restauration et gestion des habitats et espèces critiques
- Améliorer la qualité de l'environnement par des approches « de la source à la mer »
- Renforcement de la planification spatiale marine
- Évaluation économique et comptabilité des océans
- Impacts environnementaux des grands projets d'infrastructure
- Appui aux projets et partenariats

3. Le Programme de travail 2025-2028



Ce programme vise à renforcer la conservation et la gestion des écosystèmes marins et côtiers face aux menaces actuelles et émergentes, tout en soutenant les ODD, notamment l'ODD 14 sur les océans. Il a été adopté durant la COP11. Le programme de travail sert d'outil au secrétariat et aux partenaires collaborateurs pour catalyser le changement dans la gestion de l'environnement marin et côtier dans les pays qui sont Parties Contractantes à la Convention de Nairobi.

Il repose sur 5 éléments clés ou piliers :

- L'amélioration de la gouvernance intégrée des océans soutenue par la coopération régionale
- L'amélioration de la planification par zone étayée par une approche écosystémique de la gestion intégrée des océans
- L'amélioration de la qualité de l'environnement soutenue par une approche de la source à la mer et des techniques innovantes

- L'amélioration de la conservation de la biodiversité grâce à une planification par zone et à des approches innovantes de la restauration et de la gestion des habitats
- L'amélioration de la coordination régionale, de la collaboration et de la gestion des connaissances

4. Initiatives contre la pollution plastique

La COP11 a discuté de l'importance d'un traité international sur la pollution plastique, en lien avec les efforts régionaux pour réduire les déchets plastiques et promouvoir une économie bleue durable. Des initiatives significatives ont été mises en avant pour lutter contre la pollution plastique durant cette COP.

La convention a souligné l'importance d'un traité mondial juridiquement contraignant, en réponse à la résolution adoptée en 2022, lors de la cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-5), visant à mettre fin à la pollution plastique d'ici 2040. Les discussions ont inclus des dialogues sur des actions multilatérales et des stratégies pour promouvoir une économie circulaire, essentielle pour réduire les déchets plastiques et protéger l'environnement.

5. Renforcement des partenariats



La Convention encourage la collaboration entre les États membres, les ONG et d'autres acteurs pour améliorer la gestion des ressources marines et côtières, tout en développant des capacités

régionales. La région OIO a un littoral total d'environ 15 000 km et un plateau continental d'environ 450 000 km². Elle est réputée pour la richesse de sa biodiversité marine, avec des écosystèmes comme les mangroves, les herbiers marins, les récifs coralliens, etc. Le « produit marin brut » annuel de la région est estimé à au moins 20,8 milliards de dollars. La Convention de Nairobi fournit donc un cadre régional essentiel pour préserver et valoriser durablement les précieuses ressources marines et côtières de l'océan Indien occidental.



Checky Abuje (Kenya); Accelerate adaptation and resilience, LDCs urged ; Africa Science News, August 28, 2024.

Tag : FAO, UNDP, UNECA, UNEP, UNFCC.

To access the article : <https://africasciencenews.org/accelerate-adaptation-and-resilience-ldcs-urged/>



A group of Experts attending the 46th United Nations Framework Convention on Climate Change have concluded the Meeting for Least Developed Countries with calls to accelerate adaptation and resilience as inspired by Ethiopia's Green Legacy Initiative.

Held in Addis Ababa Ethiopia, the four-day meeting of The Least Developed Countries Expert Group (LEG) lauded the host country, Ethiopia, for its Green Legacy Initiative, which has embedded reforestation and landscape restoration in its climate change and ecosystems protection plan.

The meeting was organized by the UNFCCC secretariat and Ethiopia's Ministry of Planning in partnership with the African Climate Policy Centre of the United Nations Economic Commission for Africa.

Established under the UNFCCC in 2001, the primary responsibility of the Experts Group is to assist the least developed countries (LDCs) to address climate change with a focus on effective means of adapting to the adverse impacts of climate change.

Top on the agenda of the group's deliberations are ways to assist all the LDCs to have in place their national adaptation plans (NAPs), and pathways to access funding and other support to implement agreed adaptation priorities. Additionally, the group was tasked to update the technical guidelines for the preparation and implementation of the NAPs based on emerging developments in the global policy landscape, as well as in science, and technology.

Since the process to formulate and implement NAPs was established in 2010, along with the subsequent technical guidance and financial arrangements, only 22 of the 45 LDCs have successfully produced a NAP.

"This lack of progress is concerning, given that all countries are expected to have their NAPs in place by 2025 and to show significant progress in implementation by 2030. The Least Developed Countries Expert Group continues to provide technical guidance and support to the LDCs, which includes the development of guidelines, facilitating access to climate data and information, and facilitating access to necessary funding," said Mr. Gabriel Kpaka, Chair of the LEG.

According to Mr. Evans Njewa, Chair of the LDC Group under the UNFCCC said: "The steadfast support provided by the LEG is critical for LDCs to adapt and foster climate change resilience."

The meeting noted that weather and climate extremes, such as floods, droughts, and heatwaves, and the scale of their impacts continue to increase across the globe. In July and August 2024, heavy rainfall caused severe flooding and landslides in Southern Ethiopia, an area that was already hit by floods in May 2024, leading to increased loss of life, displacement and damages to livelihoods. And many LDCs are diverting significant proportions of their budgets unplanned to respond to extreme climate events.

Launched in June 2019, the Government of Ethiopia's Green Legacy Initiative has undertaken concrete actions to respond to the ever-increasing impacts of climate change.

Seyoum Mekonen, Ethiopia's Minister of Planning and Development elaborated on the government's ambitious goal of planting 20 billion seedlings across the country and said by the fourth year, Ethiopia had surpassed this target, planting 25 billion seedlings, thanks to the mobilization of over 20 million citizens nationwide. The meeting came to realisation that the initiative has also contributed to job creation, with over 767,000 jobs generated, particularly benefiting women and youth. With more than 120,000 nurseries established across the country, the program continues to thrive. In 2023 alone, 5 million indigenous seedlings were planted, and plans are underway to plant an additional 600 million seedlings in 2024.

"The government is ready to collaborate with neighboring countries, sharing its experiences in our very successful Green Legacy Initiative and encouraging the expansion and enhancement of similar climate-resilient programs," said Minister Seyoum Mekonen.

The LDCs face unique and severe challenges in adapting to climate change due to their limited resources, fragile economies, and heightened vulnerability to climate impacts. These nations often lack the financial means, technological capacity, and institutional frameworks necessary to implement effective adaptation strategies, making international and regional support systems critical to their survival and development. Existing support mechanisms, including financial support, technology transfer, and capacity-building initiatives, are essential but often insufficient, burdened by complex procedures and slow disbursement processes.

To address these gaps, experts stressed that there is an urgent need to revamp the current procedures and modalities, making them more accessible, responsive, and tailored to the specific needs of LDCs. Strengthening these support systems is crucial not only for enabling these countries to cope with climate change but also for ensuring global climate resilience and equity.

"Indeed, efforts are being made to transform the NAPs to attract the necessary financing for implementing adaptation actions by the LDCs, along with transforming how funding is provided to the LDCs, to address the persistent obstacles and challenges they face in accessing financing that is available" said Paul Desanker, UNFCCC secretariat.

"It is important that LDCs are supported with the tools and capacities to build resilience and ensure that investments in key sectors are climate-proofed to deliver in both today's and tomorrow's climate. The UN-wide Opportunities and Issues Based Coalition 4 on fostering climate action and resilience – co-convened by the ECA, UNEP, FAO and UNDP – provides a platform for supporting LDCs with such capacities and tools" said Linus Mofor, Senior Environmental Affairs Officer at the African Climate Policy Centre of the ECA.

The meeting was also attended by the representatives of various organizations, including various UN entities, that actively provide or facilitate access to technical and financial support to the LDCs.

ecoconscious

News | features | podcast

Mwamachi Lina (Kenya) ; Is it Possible to Protect Nature and Human Rights for Sustainable Harmony in the Long-Term? Ecoconscious, August 29, 2024.

Tag : UNEP.

To access article : <https://eco-conscious.co.ke/is-it-possible-to-protect-nature-and-human-rights-for-sustainable-harmony-in-the-long-term/>



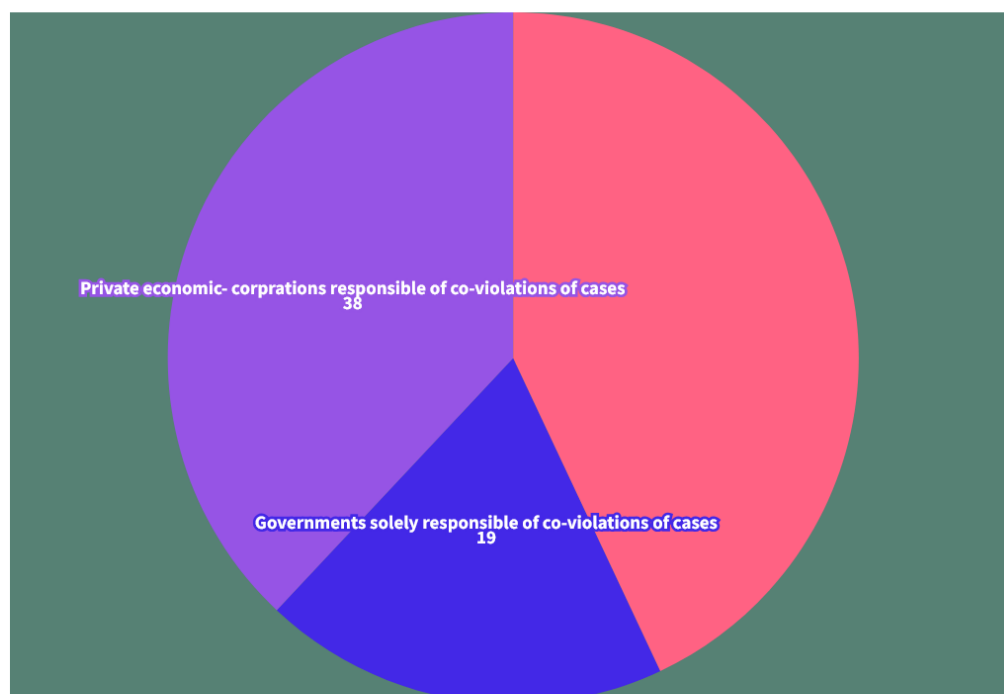
There have been more than 200 cases of nature and human rights violations – rights that are co-dependent, according to data from Earth Law Centre, compiled by Myra L. Jackson, a permanent representative to the United Nations from the Commons Cluster of NGOs.

This was shared with a group of East African journalists during a three-day online workshop, themed Legal Personhood of the Nile River, organized by InfoNile in partnership with two international organizations promoting the rights of nature: the U.S.-based Earth Law Centre and the Canada-based International Observatory on Nature's Rights.

According to the data shared by Jackson, governments tend to side largely with private industries rather than nature and human rights advocates. Governments were solely responsible for 19% of cases of co-violations of rights, private economic actors such as corporations were responsible for co-violations in 38% of cases, while governments and private sectors jointly contributed to co-violations in 43% of cases.

The same governments often fail to provide justice and reparation to the people and natural systems affected, contributing to the violations.

Co-Violations of Nature's and Human Rights



Source: [Earth Law Centre](#)

What are the Rights of Nature?

‘Rights of Nature’ refers to a legal and philosophical concept that grants legal rights to ecosystems, natural communities, and even individual species. This concept contrasts with traditional environmental protection approaches, which typically treat Nature as property to be managed or exploited for human benefit. Instead, the Rights of Nature paradigm recognizes that ecosystems have intrinsic value and rights that should be respected and protected.

The United Nations Environmental Programme (UNEP) describes the Rights of Nature as a “sustainable development paradigm that recognizes that Nature in all its life forms has the right to exist, persist, maintain, and regenerate its vital cycles.”

The Earth Law Center defines the Rights of Nature as “the recognition and honoring that all ecosystems possess rights.” It advocates for legal systems that “elevate the status of ecosystems to be recognized as rights-bearing entities, thereby granting legal standing to enforce those rights.”

According to Brighton Mwawana, a Kenyan Environmentalist working with Geo-Probe Geo-Hyrotechs Limited Company, nature’s rights are encompassed in many ways, including nature in terms of animals, nature in terms of environment, and nature in terms of humans.

Mwawana adds that nature, including forests and ecosystems, human nature which are all intertwined, stressing that their rights should really be protected for long term sustainable and harmonized coexisting.

Brighton cites that involvement of CSOs and movements knitted for nature activities play a big role in championing and sensitizing communities to embrace nature issues as well as advocate for nature rights and push for change.

To listen the report : <https://soundcloud.com/user-108576190/brighton-importance-of-movemnets-csos-in-nature>

How do we best describe Legal Personhood of a river?

When a river is granted legal personhood, it means that the river is recognized as having its own rights, which may include the right to exist, flourish, regenerate, and evolve. This designation empowers individuals or organizations to act as legal guardians or representatives for the river, advocating for its well-being and protection.

Legal personhood for a river often involves a legal mechanism that assigns a set of rights to the river through legislation, court rulings, or constitutional amendments. This approach reflects a growing recognition of the interconnectedness of human and natural systems and seeks to ensure the sustainable management and care of rivers and their ecosystems.

According to Lucas Shuma, a Hydrologist/Geologist at the Geo-Probe-Geo-Hyrotechs Limited Company, from the legal personhood.

perspective, everyone has their rights which must be upheld for comfortable operations. He says that rivers have their legal rights that are managed by different sectors, for example the Water Resources Management Authority (WARMA) in Kenya.

He notes that rivers and water sources in Kenya have rights, such as what amount or by how many inches are people allowed to draw the water from rivers for irrigation or any other purposes. He added that the legal personhood regulations should be respected and implemented to protect these rights.

The Consultants point out that acts of corruption and bribery have contributed largely to infringements of rights of nature and that of water sources, attributing the flood havoc recently experienced in Kenya and other countries from ongoing torrential rains, to breaching of legal personhood rights.

Earth Jurisprudence, as coined by Thomas Berry, a cultural historian and eco-theologian, refers to a legal and philosophical approach that acknowledges the Earth as a living community with its own inherent rights and integrity. It recognizes the interconnectedness of all life forms and seeks to establish legal and governance systems that prioritize the well-being and flourishing of the entire Earth community.

What is the Way Forward?

As a way of devising long-term solutions to averting dangers, death and loss of animals and property, Shuma advocates for a proper and legal way of doing things that minds the rights of everyone, such as by using proper volumes for construction of water tunnels and dams, as well as avoiding water passways and riparian lands when constructing.

Devising a new world will require a new relationship with the Earth and with humankind's own existence. Since 2009, the aim of the United Nations General Assembly, in adopting its nine resolutions on Harmony with Nature, has been to define this newly found relationship based on a non-anthropocentric relationship with Nature. The resolutions contain different

perspectives regarding the construction of a new, non-anthropocentric paradigm in which the fundamental basis for right and wrong action concerning the environment is grounded not solely in human concerns.

In order to meet the basic needs of a growing population within the limits of the Earth's finite resources, there is a need to devise a more sustainable model for production, consumption and the economy as a whole, to align with the UN Harmony with Nature Programme.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; New Campaign Aimed at Restoring Mount Kilimanjaro's Snow Launched ; Habitat media, August 30, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/new-campaign-aimed-at-restoring-mount-kilimanjaros-snow-launched/>



Dar es Salaam. The government, in partnership with environmental stakeholders, has launched a campaign to plant over 1.8 billion trees in the northern regions of the country, including the area surrounding Mount Kilimanjaro, aiming to combat the effects of climate change.

Deputy Minister of Natural Resources and Tourism, Dunstan Kitandula, made this announcement yesterday in Parliament, Dodoma, while responding to a question from

Professor Patrick Ndakidemi, the Member of Parliament for Moshi Rural, who sought clarification on the government's short-term strategy to preserve the snow on Mount Kilimanjaro.

Kitandula explained that the initiative is part of a short-term strategy designed to address the significant loss of snow on the mountain.

He attributed the decline in snow levels primarily to rising global temperatures, which is a consequence of climate change.



He emphasized that human activities such as deforestation, agriculture, and burning in the areas surrounding the mountain, along with low rainfall, recurring droughts, and dry winds from the Indian Ocean, significantly contribute to this environmental challenge.

Deputy Minister Kitandula outlined further governmental strategies to tackle this issue, which include public education campaigns on the importance of tree planting and environmental conservation through media outlets.

He stated that by collaborating with regional and international organizations, they aim to empower communities to address climate change.

This includes efforts to reduce greenhouse gas emissions and restore ecosystems in the areas surrounding Mount Kilimanjaro.



Hector Nammangue (togo) ; Renforcer la gouvernance climatique au Togo ; Vert Togo, 31août 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/renforcer-la-gouvernance-climatique-au-togo/>



Le Togo, confronté à des défis climatiques croissants, cherche à renforcer sa gouvernance climatique pour améliorer l'accès au financement international. L'atelier de consultation des acteurs nationaux de lutte contre les changements climatiques, tenu du 26 au 30 août 2024 à Lomé, vise à évaluer les capacités techniques des acteurs nationaux et à identifier les besoins

en renforcement de capacités des structures clés nationales impliquées dans la lutte contre les changements climatiques.

Mme YAOU Méry, Autorité Nationale Désignée (AND) du fonds vert climat, Directrice de l'Environnement, lors de son discours d'ouverture, a rappelé que « les changements climatiques sont une réalité et constituent l'un des défis majeurs auxquels l'humanité fait aujourd'hui face ». Elle a souligné que les pays en développement, bien que responsables de moins de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subissent 69% des catastrophes climatiques. Mme Méry a également insisté sur l'importance de disposer d'une masse critique d'experts nationaux et de renforcer le cadre de gouvernance nationale pour faciliter l'accès aux ressources financières afin de la mise en œuvre des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Au Togo, tout comme dans de nombreux pays africains, les efforts pour accéder aux financements climatiques sont souvent limités pour faute d'une expertise locale avérée en la matière et de la non disponibilité de données de référence de qualité. Pour surmonter ces obstacles et relever ces défis, le Togo a soumis en 2021 avec l'appui technique du Centre de Suivi Écologique (CSE) de Dakar, une requête au Fonds vert pour le climat (FVC), visant à « Renforcer la structure de gouvernance de l'AND en matière de changement climatique ».

Cette requête qui s'inscrit dans le cadre des projets Readiness a été Approuvée en 2022, pour accompagner le Togo à renforcer ses capacités institutionnelles afin d'être outillé sur l'ensembles des mécanismes financiers d'accès aux ressources climatiques.

Cet atelier permet de dresser un état des lieux des initiatives passées, d'identifier les besoins actuels et de proposer des actions concrètes pour renforcer les capacités institutionnelles. Les participants ont également travaillé à l'élaboration d'un plan d'action qui servira de feuille de route pour l'amélioration de la gouvernance climatique au Togo.

Cet atelier marque un pas important vers une gouvernance climatique inclusive et plus efficace, alignée sur les besoins et les réalités du pays, pour une meilleure prise en compte des défis climatiques.